

REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice - Solidarité

# - LE BULLETIN DU - GOUVERNEMENT

SEPTEMBRE 2017

## L'INTERVIEW DU MOIS

Ibrahima **Kourouma**  
Ministre de la Ville et de l'Aménagement du  
Territoire

## LA GUINÉE A L'ETRANGER

Amara **CAMARA**  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipoten  
tiaire de la République de Guinée en France

## ESPACE SANTÉ

Zoom sur la lutte contre la prostate avec  
Professeur Ibrahima **Bah**  
Chirurgien Urologue à l'hôpital Ignace Deen

## LUCARNE SUR...

Le Fonds d'Entretien Routier (FER), du  
Ministère des Travaux Publics avec  
Souleymane **Traoré**  
Directeur Général



EDITION - CELLULE DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT






# FACE A FACE

Pour mettre en lumière les relations entre la Guinée et ses partenaires techniques et financiers

A retrouver  
sur

**GOUVGN** 

[www.gouvgn.tv](http://www.gouvgn.tv)

[www.gouvernement.gov.gn](http://www.gouvernement.gov.gn)



Gouvernement Guinéen Officiel



@GouvGN



# SOMMAIRE

## 3 EDITORIAL

**Damantang Albert Camara**

Ministre de l'Enseignement Technique,  
de la Formation Professionnelle, de l'Emploi  
et du Travail /Porte-Parole du Gouvernement.



## 6 L'INTERVIEW DU MOIS

**Ibrahima Kourouma**

Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire



## 13 GOUVERNEMENT EN ACTION

## 43 LA GUINÉE A L'ETRANGER

**Amara CAMARA**

Ambassadeur Extraordinaire et  
Plénipotentiaire de la République de Guinée  
en France



## ETAT DE NOS REFORMES

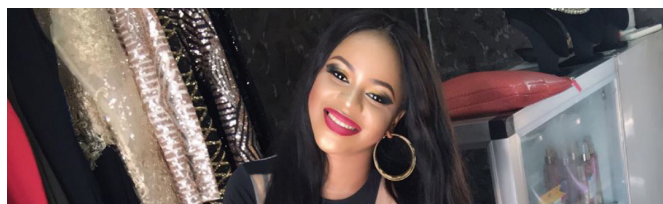
Le Plan National de Développement  
Economique et Social (PNDES) 2016-2020

49 Deuxième partie

## 55 FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS...

**Mira Kourouma**

Maquilleuse Professionnelle



## 61 ESPACE SANTE

Zoom sur la lutte contre la prostate avec

**Professeur Ibrahima Bah**

Chirurgien Urologue à l'hôpital Ignace Deen



## 65 LUCARNE SUR...

Le Fonds d'Entretien Routier (FER), du Minis-  
tère des Travaux Publics avec

**Souleymane Traoré**

Directeur Général



## 69 PAROLE A UN POINT FOCAL

**Amadou Tidiane Bah**

Chargé de Communication du Ministère de  
la Jeunesse





# EDITORIAL

Damantang Albert Camara

Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle,  
de l'Emploi et du Travail  
Porte-Parole du Gouvernement.

**Le chemin est encore long mais seul celui qui ne marche pas ne se salit pas les pieds. Le chemin est encore long mais seul celui qui ne marche pas ne se salit pas les pieds.**

Le mois de septembre a encore enregistré des violences relatives à des manifestations politiques (Conakry) et sociales (Kindia et Boké). Certaines ont fait des victimes que le Gouvernement a regretté et pour lesquelles il présente à nouveau ses condoléances. Il faut espérer que cette tendance systématique à tout revendiquer de manière conflictuelle et, trop souvent violente, disparaisse au fur et à mesure que notre système démocratique se renforce.

Cette consolidation de notre Etat de droit passe aussi par la légitimité électorale de nos représentants locaux. C'est donc avec soulagement que le monde politique a noté que le gouvernement mettait à disposition la totalité budget nécessaire aux prochaines élections communales et que la CENI a présenté la date du futur

scrutin.

Comme à l'accoutumée, il ne se passe pas un mois sans qu'un acte instaurant de manière irréversible des règles de bonne gouvernance ne soit posé. C'est ainsi que le ministère du Budget a organisé une revue annuelle des Etablissements Publics Administratifs. L'objectif était de parvenir à ce que leurs activités s'insèrent dans le cadre de la politique financière du gouvernement et que leur gestion soit la plus saine et la plus efficiente possible. C'est dans le même souci que la Ministre de l'Economie et des Finances a demandé que lui soit communiquée la liste des comptes bancaires des Etablissements Publics Administratifs.

Toutes ces actions menées sous la houlette du Premier Ministre bénéficient de la vigilance et de l'accompagnement du Président de la République, qui continue sa quête de ressources pour permettre la mise en œuvre de la mission confiée au Gouvernement.

A la tête d'une forte délégation, le Chef de l'Etat s'est rendu le 27 septembre 2017,

en Russie, pour une visite d'Etat et d'amitié, ainsi que pour le premier Forum Russo-guinéen. Parmi plusieurs accords pour des projets durables, le Président Alpha Condé a ainsi pu décrocher l'annulation des intérêts de la dette guinéenne vis à vis de la Russie, soulageant ainsi notre économie d'un fardeau très lourd financièrement.

Malheureusement, notre pays a enregistré une grande perte ce mois de septembre lorsque le Tout Puissant a rappelé à lui l'érudit de Kankan El hadj Amadou Chérif. Que Dieu accueille cette source de sagesse et de bonté en son Paradis afin qu'il continue à rependre ses bénédictions sur la Guinée.





**Grâce à l'ONFPP,  
j'ai bénéficié d'un bon apprentissage  
et aujourd'hui j'ai un métier.**



**Tel: 664 71 00 00**

**Web: [www.onfppguinee.org](http://www.onfppguinee.org)**





# L'INTERVIEW DU MOIS

Ibrahima **Kourouma**  
Ministre de la Ville et de l'Aménagement  
du Territoire



La création d'une Banque de l'Habitat est une stratégie essentielle à la réalisation des projets ambitieux du Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire. C'est en ce sens que le Ministre Ibrahima Kourouma, entend jouer le rôle de catalyseur pour mieux comprendre les problèmes qui assaillent le secteur de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Par conséquent, les chantiers s'étendront de la sécurisation des documents fonciers en République de Guinée, à l'amélioration du système actuel. Pour parler de tous ces sujets, nous recevons pour Dr Ibrahima Kourouma, Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire.

**Bonjour Monsieur Ibrahima Kourouma. A la suite d'un léger remaniement opéré au sein du Gouvernement par le Président de la République, Vous avez hérité du portefeuille du ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire. A ce titre, quel constat avez-vous fait sur l'urbanisation de la capitale Conakry et de ces environs après votre prise de fonction ?**

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'endroit du Président de la République, le Pr Alpha Condé pour m'avoir renouvelé sa confiance. Ma gratitude va également à l'endroit du Premier Ministre, chef du gouvernement, pour son soutien indéfectible et le sens de l'Etat dont il fait montre tous les jours. Cela dit, dès ma prise de fonction, j'ai cherché à mieux comprendre les problèmes qui assaillent le secteur de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Ces problèmes sont très nombreux comme vous l'imaginez et comme beaucoup de nos compatriotes le constatent. Ils vont de la sécurisation des documents fonciers en République de Guinée à l'amélioration du système actuel, obsolète et décalé, dans un monde où et l'informatique et les nouvelles technologies

jouent un rôle fondamental. Ces problèmes touchent également l'occupation sauvage et illégale des domaines réservés de l'Etat, les constructions anarchiques ne répondant à aucune norme de qualité et de sécurité, l'envahissement des trottoirs qui complique la fluidité des déplacements aussi bien des engins roulants que des hommes, etc. Tout cela donne une image brouillée et négative à nos compatriotes d'abord mais aussi et surtout aux étrangers en séjour dans notre pays. Notre vision va bien au-delà de la capitale Conakry et de ses environs : nos villes ont du mal à dégager un aspect agréable, accueillant et organisé. Bref, le constat est regrettable mais ma mission consiste à chercher à redresser la situation avec méthode, détermination et fermeté.

**Lors de votre prise de fonction, vous avez annoncé que vous allez vous pencher sur la création d'une future banque de l'habitat en Guinée. Quelle sera la politique qui sera mise en place pour aboutir à la matérialisation de cette ambition ?**

J'ai dit que nous comptons porter et défendre le projet de création d'une Banque de

l'Habitat qui est essentielle à la réalisation de nos nobles ambitions. Ce n'est pas exactement une politique mais une stratégie. Nous voulons jouer le rôle de catalyseur car il est évident qu'un tel projet a besoin du soutien d'autres ministères et de la Banque centrale pour être réalisable. Dans un pays pauvre comme le nôtre, où le fonctionnaire est hanté par l'idée de se retrouver dans la précarité après la retraite, une Banque de l'Habitat lui balisant l'accès au logement est indispensable. A côté, l'Etat peut soutenir l'idée d'une société immobilière à capital mixte pour encadrer l'aménagement des logements sociaux et leur mise à disposition progressive aux personnes qui ont adhéré au système. Quel que soit son niveau de



salairé, un fonctionnaire et de manière plus large un travailleur guinéen doit avoir l'opportunité d'avoir sa propre maison en la payant par traite, dans un modèle de location-vente comme cela se passe dans plusieurs pays africains. Pour le moment, nous sommes en phase de réflexion et nous allons présenter ce projet dès que nous serons prêts.

**Les modalités de collecte des ressources pour le financement du logement social, le manuel de procédure pour l'expropriation pour cause d'utilité publique des terres et des ressources naturelles en Guinée et l'adressage de la ville de Conakry sont entre autres les dossiers que vous avez reçus au lendemain de votre prise de fonction. Peut-on avoir une idée sur l'exécution et l'impact qu'aura chaque dossier pour apporter un réel changement à l'urbanisation en Guinée ?**

Chaque dossier a sa propre spécificité et nous devons procéder par étape, avec rigueur et méthode, en fonction de l'urgence. Pour le premier point, nous comptons agir sur deux leviers : le public ou plus exactement le mixte (donc public-privé) et le privé. La Banque de l'Habitat, si elle voit le jour, et nous allons œuvrer résolument à sa mise en place, va permettre à un



grand nombre de travailleurs ayant accepté d'y loger leurs salaires de souscrire aux contrats de location-vente par le biais de la société mixte qu'il faudra mettre en place. À côté, des structures privées que nous allons encourager pourront construire des logements et chercher des acquéreurs. Un tel schéma permet à tout le monde de trouver son compte, en fonction de ses revenus et de ses propres impératifs. Voilà pour le système de collecte qui, bien entendu, ne lèsera pas ceux qui auront les moyens d'acheter leur propre terrain et de construire leur maison.

Sur le second point, il n'y a pas d'autre solution que le respect scrupuleux de la loi en la matière dans notre pays. Il n'y a pas d'autre voie. Nous allons cependant veiller à ce que les expropriations pour cause d'utilité

publique se passent en parfaite entente avec les occupants légaux. Nous allons d'ailleurs mener une réflexion pour voir ce qui peut être amélioré dans les textes pour rendre la procédure plus efficace. Quant à l'adressage de la ville de Conakry, c'est évidemment à la fois un grand chantier et une priorité pour le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT). Le traitement diligent de tous ces dossiers est indispensable à l'amélioration de la situation actuelle. Un autre de nos projets est d'améliorer le cadre de vie dans les quartiers en permettant l'exécution de certains projets pour l'aménagement d'aires de jeux et de sport. Nous ne sommes qu'au début des grands changements que nous comptons apporter au MVAT.





**Quels sont les défis et enjeux auxquels l'aménageur du territoire est confronté ? Quels seront les axes forts de votre stratégie pour faire face à tous ces défis ?**

Il n'y a pas mille manières de camper les enjeux et de dérouler le programme devant nous permettre d'atteindre nos objectifs. Les défis sont tellement grands ! Il nous faut une meilleure organisation pour avoir toute la visibilité sur les dossiers traités par notre département et nous devons faire la promotion du travail bien fait.

Nous devons être proactifs en agissant avec lucidité, justice et sérieux. Trop d'acteurs se sont auto-invités dans les activités du MVAT ; cela crée des confusions et fait le lit de la corruption. Il faudra mettre un terme à cette spirale qui fait beaucoup de mal à notre pays. C'est pourquoi, nous le répétons, nous allons sanctionner les cadres indécents pour que tout le monde comprenne que la gestion de la Ville et de l'aménagement du territoire est une chose si sérieuse qu'on ne peut pas s'autoriser des errements. Il faut qu'on mette fin à l'anarchie et à la légèreté. Que ce soit pour les domaines réservés de l'Etat, que ce soit pour l'amélioration de l'occupation des espaces publics, que ce soit pour l'adressage, la gestion des documents fonciers, l'informatisation du système, etc, nous devons être très rigoureux. Je veillerai personnellement à ce que tout le monde s'active dans ce sens.

**Depuis votre prise de fonction, vous multipliez les visites de terrain dans le cadre de la récupération des domaines de l'Etat. Après la décharge de la minière, le site de Kagbélén, les flancs du mont Kakoulima et Copahu, quel constat faites-vous des occupations anarchiques de ces différents domaines appartenant à l'Etat ? Quelles sont les mesures prises par votre département pour faire face à cette triste réalité ?**

Les gens doivent comprendre que tolérer ce genre de situation, à savoir l'occupation illégale des domaines réservés de l'Etat, serait la porte ouverte à tous les abus. Si les domaines fonciers de l'Etat lui-même sont pillés et morcelés, nul n'est à l'abri. Il faut souligner que les précédents occupants du domaine de la décharge de la Minière (Dar es Salam) avaient été intégralement dédommagés par l'Etat pour leur permettre de quitter les lieux dans la dignité. Ce sont de nouveaux occupants, qui ont bénéficié de la complicité de certains responsables de l'Etat qui y ont été installés en toute illégalité. A Kagbelen, des responsables ont fait des arrangements

illégaux pour permettre à des particuliers d'envahir le domaine et ses emprises. Certains y ont construit leur villa ! Si l'on veut agir comme dans une jungle, c'est tout le monde qui perd et la loi n'aurait plus de sens. C'est absolument inacceptable. Les déguerpissements se feront et tous les sites que vous évoquez seront récupérés et sécurisés.

**L'aménagement du territoire national reste handicapé par l'absence d'une politique de fermeté de l'autorité publique vis-à-vis notamment des constructions anarchiques et des occupations illégales de domaines publics. Comment comptez-vous faire face à cette situation pour réussir à inverser la tendance ?**



: Un des aspects de notre mission est justement de changer cet état d'esprit. Nous allons faire preuve d'une grande fermeté, dans le respect de la loi. Rien de durable ne peut être construit dans l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat. D'un autre côté, nous allons communiquer pour que tous les citoyens soient informés de nos textes et des décisions du gouvernement liées au MVAT. Cela permettra d'améliorer la perception des gens par rapport à notre mission et, nous l'espérons, changer la donne.

**Aujourd'hui la Guinée est le seul pays de la sous-région où l'adresse physique n'existe pas. Quelle solution préconisez-vous pour permettre une urbanisation moderne de nos zones avec un système de numérotation ou de dénomination des boulevards et des rues ?**



: L'adressage englobe plusieurs enjeux y compris sécuritaires. C'est un aspect assez important pour être souligné. L'adressage permet de gagner du temps et de se situer par rapport à l'espace. La situation actuelle peut être améliorée et nous allons nous y atteler. Il y avait déjà un projet avant notre arrivée au MVAT.

Nous allons procéder à des vérifications pour voir si les critères de qualité et de sérieux sont respectés et au cas où nous ne serions pas satisfaits, nous allons initier très rapidement un autre projet dans ce domaine. Ce qui est sûr c'est que notre action vise à faire de Conakry une capitale moderne, offrant un cadre de vie agréable.

**Votre mot de la fin Monsieur le ministre**

Je vous remercie pour l'opportunité que vous m'avez offerte de m'exprimer dans le bulletin du gouvernement. C'est une belle initiative qui nous permet d'expliquer et de faire comprendre notre action. Nous travaillons dans l'intérêt des Guinéens.







REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

MINISTÈRE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI  
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



L'Emploi, notre Responsabilité à Tous

BP :100 - Conakry ! [info@aguipeguinee.com](mailto:info@aguipeguinee.com)

[www.aguipeguinee.com](http://www.aguipeguinee.com)



Maison de  
l'Emploi et des  
Compétences

Maison de l'Emploi et des  
Compétences

(+224) 624 82 80 46 / 657 61 56 56



# GOUVERNEMENT EN ACTION







### LE PREMIER MINISTRE MAMADY YOULA A PRESIDE CE VENDREDI LA RÉUNION DU COMITÉ DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Conakry, le 15 Septembre 2017 - Le Premier Ministre Mamady Youla a présidé ce vendredi 15 septembre la première réunion du comité de politique budgétaire à la primature.

L'objectif de cette réunion était de procéder à la présentation du document budgétaire pluriannuelle 2018 - 2020 en prélude à l'organisation du premier débat d'orientation budgétaire (DOB). Cette rencontre a connu la présence des Ministres Mohamed Lamine Doumbouya du Budget, Malado Kaba de l'Economie et des Finances, Kanny Diallo du Plan et de la Coopération Internationale, ainsi que des directeurs des différents départements et de la Trésorerie qui constitue ce Comité. A l'entame de cette réunion, le Premier Ministre

Mamady Youla a exprimé sa réjouissance sur l'exercice du cadre budgétaire et du cadre des dépenses. Il a rappelé que c'est un exercice privilégié qui doit pouvoir perdurer et procéder à des modifications qui permettront à l'amélioration et à l'élaboration d'un budget.

Après l'intervention du Premier Ministre, la Ministre de l'Economie et des Finances a évoqué que la coïncidence de cet exercice au programme du fond monétaire international doit pouvoir assister à des réajustements permettant de prendre en compte des mesures concernant la dette intérieure.

Ensuite, il est revenu à la Ministre Kanny Diallo de prendre la parole. Pour elle, notre pays a une mauvaise tradition de préparer le budget sans l'implication de certaines institutions et s'attendre à des résultats impressionnants. Par contre, avec cette nouvelle procédure elle a indiqué que chacun doit fournir un effort pour pouvoir

changer la façon de faire les choses. Il faudra aussi fournir un effort pour changer cette approche de préparation de ce document budgétaire et d'ores et déjà avoir un cadre informatique permettant d'indiquer tout le processus qui sera mis en place et qui facilitera la transparence adoptée dans le travail de ce cadre. Elle a notamment rappelé qu'il faudra désormais penser aux investissements dans l'élaboration des budgets futurs. Elle a terminé son allocution en lançant un appel à tous les acteurs concernés dans ce processus de pouvoir jouer chacun en ce qui le concerne, son rôle de façon effective.

Avant de lever la séance, le Ministre du budget Mohamed Lamine Doumbouya s'est engagé à prendre en compte toutes les remarques évoquées par le Premier Ministre Mamady Youla et ses pairs avant la prochaine rencontre prévue dans une semaine.


 MCSPH

Ministère de  
la Culture,  
des Sports  
et du Patri-  
moine His-  
torique

## OUVERTURE DE L'ATELIER DE FORMATION DES AGENTS ENQUÊTEURS SUR LE PATRIMOINE CULTUREL GUINÉEN

Le Ministre Sanoussy Bantama Sow, accompagné des membres de son cabinet, en présence du Point Focal de l'UNESCO en Guinée, a procédé à l'ouverture officielle de l'atelier de formation des agents enquêteurs sur le patrimoine culturel historique Guinéen.

Après les mots introductifs du Directeur National du Patrimoine Historique, le Ministre Sow a déclaré entre autres:

<<La République de Guinée, jadis Rivière du Sud, a été le point de convergence de plusieurs civilisations en Afrique de l'ouest, source de la diversité et de la richesse de son héritage culturel et historique...>>

<<Ce riche patrimoine culturel Guinéen dont la valeur n'est plus à démontrer, est composé de biens culturels matériels et immatériels tels que les grottes préhistoriques, les forêts et mares sacrées, les villages et quartiers historiques, les itinéraires de la route de l'esclavage,

les ports et comptoirs négriers, les forts, les pénitenciers, l'habitat traditionnel ainsi que les modes de vie et systèmes de valeurs traditionnelles....>>

<< C'est pourquoi, prenant en compte toutes ces préoccupations, le Gouvernement guinéen, sous le leadership du Professeur Alpha CONDÉ, Président de la République, Protecteur des Arts et de la Culture, a inscrit la valorisation du tourisme, comme l'un des secteurs prioritaires de sa politique de développement..

Cette volonté s'est récemment traduite par la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat qui a débouché sur la promulgation le 09 Novembre 2016 de la Loi sur la protection et la valorisation du patrimoine culturel national et la programmation de l'inventaire général des paysages culturels, sites et monuments historiques au titre des actions prioritaires de 2017...>>

Et de terminer par nourrir l'espoir qu'au sortir de cet atelier de formation, les capacités opérationnelles des acteurs, seront suffisamment renforcées pour une meilleure identification, documentation, protection, promotion et transmission de notre riche patrimoine culturel aux générations futures.>>

Deux thèmes sont inscrits pour cet atelier qui se déroule sur trois jours au Palais du peuple à Conakry.

Thème 1: Terminologie et Typologie du patrimoine Culturel.

Thème 2: inventaire du Patrimoine Culturel Immobilier de la Guinée/ Problématique, objectifs, concepts, méthodologie, parties prenantes.







Minis-  
tère de la  
Ville et de  
l'Aména-  
gement du  
Territoire

## LE MINISTRE IBRAHIMA KOUROUMA EN VISITE SUR DES CHANTIERS

Pour intégrer les préoccupations des populations guinéennes dans la politique du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre, Docteur Ibrahim KOUROUMA, a entrepris mercredi 06 août 2017 une visite de la décharge de Dar-Es-Salam et le site de Kagbelen prévu pour remplacer l'actuelle décharge.

A la tête d'une grande délégation composée des cadres du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, du Directeur national de l'assainissement et de la salubrité et le Secrétaire général du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), Docteur Ibrahim KOUROUMA a commencé sa visite à la décharge de Dar Es Salam, objet d'un éboulement qui a causé récemment des pertes en vies humaines. Préoccupé à la fois par l'occupation anarchique des 25 hectares de la décharge, les propos contradictoires de Monsieur Facely Mara,

chef secteur rue 14, quartier Dar Es Salam et la situation précaire dans laquelle les riverains potentiellement impactés par la décharge vivent, Monsieur le Ministre déclare ce qui suit : « La décharge a fait l'objet d'un éboulement entraînant mort d'hommes, il y a quelques semaines. La situation à la décharge est très grave. Il y a des enfants innocents qui n'ont pas souhaité être là, mais malheureusement ils y sont aujourd'hui. Ils vont certainement développer des maladies. Les riverains parfaitement dédommagés, refusent cependant de quitter les lieux. Ensuite, d'autres citoyens se sont installés illégalement dans les emprises identifiées depuis 1983, sans être munis de documents officiels. Toutes ces situations préoccupent le Gouvernement auquel nous allons faire un rapport afin que cette situation grave et inacceptable que vivent les riverains prenne fin. »

Après la décharge de Dar Es Salam, la délégation conduite par le Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, quitte les lieux pour la visite du second site : la nouvelle décharge prévue à Kagbelen, Préfecture de Dubréka où le constat est amer. Les 60 hectares et la bande de protection de 100 mètres du site sont tous deux émiettés par des constructions anarchiques.

La délégation, surprise et préoccupée par cette situation anarchique au sud et au vu de la Direction préfectorale de la ville et de l'aménagement du territoire ! Le Ministre Ibrahim KOUROUMA, a mis en demeure le Directeur et le Préfet de Dubréka pour démolir ces occupations anarchiques avant 48 heures.



MPAEM

Ministère des  
Pêches, de  
l'Aquacul-  
ture et de  
l'Economie  
Maritime

## DÉCLARATION DE FRÉDÉRIC LOUA, MINISTRE DES PÊCHES DE L'AQUACULTURE ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME, RELATIVE À LA FERMATURE D'UNE ZONE DE PÊCHE MARITIME

Mesdames et Messieurs,

En application des dispositions du Plan annuel d'Aménagement et de Gestion des Pêcheries 2017, il a été procédé à la fermeture d'une zone maritime aux activités de pêche industrielle, principalement pour certaines ressources.

Cette fermeture nécessaire au repos biologique, a concerné la période allant du 1er juillet au 31 août 2017.

L'objectif visé de la fermeture de cette zone de pêche est de favoriser la reconstitution des ressources halieutiques, pour garantir une exploitation durable.

Au terme de la période, il sera procédé le 31 août, à zéro heure (Temps Universel Coordonné), à la réouverture de la campagne de pêche industrielle pour les ressources particulières.

Pour assurer un approvisionnement constant des populations en poissons, le département a procédé à un suivi régulier des stocks physiques dans les entrepôts frigorifiques et facilité l'importation des produits halieutiques pour garantir la disponibilité des poissons sur les marchés.

Au cours des deux mois écoulés, le Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches a effectué diverses opérations de contrôle, pour veiller au respect des dispositions réglementaires. Il s'agit :

1°) de la surveillance aérienne consistant à réaliser deux vols totalisant six heures dix minutes de patrouilles aériennes au cours desquelles aucun navire n'a été observé en activité de pêche dans la zone interdite ;

2°) et de la surveillance côtière à partir des cinq bases terrestres de Kamsar, Kalaya, Koukoudé, Koba et Bongo-lon. Ces efforts de surveillance ont été menés au cours de soixante-treize sorties, pour une durée cumulée de quatre cent treize heures de patrouilles maritimes du 12 juillet au 31 juillet et trois cent cinquante-quatre heures de patrouilles maritimes du 03 août au 23 août. Ce qui établit une moyenne journalière de présence en mer







d'environ vingt heures.

Aucun chalutier n'a été observé en activité de pêche dans la zone concernée par le repos biologique.

C'est le lieu de féliciter les opérateurs de la pêche industrielle pour le respect observé des dispositions contenues dans l'arrêté portant fermeture d'une zone aux activités de pêche.

Aussi, un programme d'évaluation des impacts du repos biologique sur les activités de pêche artisanale, a été réalisé par le Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNS-HB) en collaboration avec la Direction Nationale de la Pêche Maritime (DNPM). Les résultats globaux seront disponibles dans la dernière quinzaine de septembre 2017 et seront présentés dans un rapport.

Cependant, deux constats se sont dégagés :

- 1- L'augmentation de la taille des prises effectuées pour certaines espèces par la pêche artisanale,
- 2- L'amélioration conséquente des captures au débarquement.


Au demeurant, l'implication et l'engagement de toutes les parties prenantes est nécessaire pour une gestion durable de nos ressources halieutiques, au profit des générations présentes et futures.

Le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime, sous ma direction, veillera au renforcement de la collaboration entre tous les acteurs du secteur et le respect des textes réglementaires.

La protection et la restauration de nos ressources halieutiques requièrent l'engagement et la responsabilité de tous.

Pour terminer la présente allocution, je remercie le Président de la République, Pr Alpha CONDÉ, pour l'attention constante qu'il porte au secteur des pêches en Guinée.

Je vous remercie



## Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité



MB

 Ministère  
 du Budget

## PREMIÈRE RÉUNION ANNUELLE DES EPA ! LE PREMIER MINISTRE MAMADY YOULA OUVRE LES TRAVAUX.

Conakry, le 04 Septembre 2017 - La Première réunion annuelle des Etablissements Publics Administratifs de notre pays (EPA) a débuté ses travaux à Conakry, pour trois jours. Présidée par le Premier Ministre Mamady Youla accompagné des membres de son Gouvernement, des Représentants des Partenaires Techniques et Financiers, des Hauts cadres de l'administration guinéenne et près d'une centaine de responsables des Etablissements Publics Administratifs (EPA), ont pris part à la cérémonie d'ouverture de la rencontre.

Après la présentation de la synthèse des travaux par le Directeur National du Budget, Dr Mohamed Lamine Doumbouya a déclaré que la gestion actuelle des EPA de notre pays est loin de correspondre aux normes et standards internationaux en matière de gouvernance des finances publiques.

Selon lui, ils contribuent très peu au Budget de l'Etat et fournissent des services publics dont la qualité et la quantité sont en dessous des attentes de nos populations.

C'est partant de ce constat que le département du Budget (tutelle financière des Etablissements Publics Administratifs), a initié la revue annuelle des EPA. Elle s'inscrit dans le cadre du renforcement de la gestion des finances publiques et l'amélioration de la gouvernance économique.

Les objectifs de cette revue, ne sont autres que ceux définis dans le Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020, a déclaré le Ministre du Budget. Pour atteindre ces objectifs, les chefs des départements ministériels, les Directeurs des EPA, les Présidents des Conseils d'Administration, les comptables publics, doivent jouer pleinement leurs rôles à chaque étape du processus, a souligné Dr Mohamed Lamine Doumbouya.

Après avoir exprimé sa reconnaissance à l'endroit du Chef de l'Etat et du Premier Ministre Mamady Youla, le Ministre du Budget a remercié l'ensemble des cadres du Ministère du Budget et ceux du Ministère de l'Economie et des Finances pour l'immense travail abattu dans le cadre de la préparation de cette revue. Dr Mohamed Lamine Doumbouya, souhaite que cette première, soit le départ du renouveau de la gouvernance des Etablissements Publics Administratifs en Guinée.





Présent, pour lancer les travaux, le Premier Ministre dira que cet exercice, s'inscrit dans la nouvelle vision du Président de la République, pour améliorer la gestion des finances publiques par des pratiques internationales meilleures.

En effet, Mamadi Youla a précisé que les finances publiques mieux gérées favorisent indéniablement l'adhésion des populations à la mise en œuvre des politiques publiques. « Je m'y attellerai personnellement et continuerai à engager l'ensemble du Gouvernement dans cette voie de réformes pour améliorer substantiellement les conditions de vie de nos concitoyens où qu'ils soient » a-t-il déclaré.

Plus loin, précise-t-il, comme tout autre organisme public, les Etablissements Publics Administratifs doivent obligatoirement soumettre les projets de budget à l'adoption du conseil d'administration et à l'approbation des tutelles financières et techniques. Et à ce propos, son Gouvernement est résolument engagé pour permettre aux Départements de tutelle technique et au Ministère du Budget, en tant que tutelle financière, d'affirmer pleinement leurs prérogatives sur l'ensemble des Etablissements Publics Administratifs de l'Etat.

Avant de clore son discours, le Premier Ministre a insisté sur le soutien total de l'ensemble du Gouvernement au Ministère du Budget, en tant qu'autorité de tutelle financière pour ancrer cette nouvelle approche dans la façon de gérer les Etablissements Publics Administratifs avec plus de transparence, de redevabilité et d'efficacité dans l'utilisation des fonds publics.



Pour Mamadi Youla, l'adhésion des EPA à cette initiative n'est pas une option mais plutôt une obligation, en vue de garantir non seulement la réussite de cette première revue annuelle mais aussi celle de l'ensemble du processus qui suivra, devant conduire à une Assemblée Générale.

Pendant trois (3) jours, le comité mis en place va examiner la gouvernance de plus d'une centaine d'EPA. Le cadre institutionnel ainsi que la situation financière seront examinés pour identifier tous les contraintes qui freinent ou empêchent les EPA de remplir efficacement leurs missions de services publics. Des rapports individuels ainsi qu'un rapport synthétique vont être produits et partagés par la suite en Conseil de Ministres pour des prises de décisions.



MC

**Ministère  
de la Santé**

## LE MINISTRE ABDOURAHAMANE DIALLO A LA CLOTURE DU PROJET SIAPS/GUINEE : « LA GESTION DU PALUDISME EST SOUS CONTROLE »

Conakry, le 20 Septembre 2017 - Le ministre de la santé, Docteur Abdourahamane Diallo a présidé ce mardi 20 septembre 2017 la cérémonie de clôture du projet SIAPS/Guinée. Un projet de contribution du gouvernement Américain financé par USAID pour le renforcement du système pharmaceutique en Guinée.

Débuté en Octobre 2012 pour être bouclé en 2016, le projet SIAPS/GUINEE, dont l'objectif est d'assurer la disponibilité et l'accessibilité des produits pharmaceutiques de qualité pour satisfaire les besoins

des populations, a officiellement pris fin ce mercredi 20 septembre 2017, après une année de prolongation.

La cérémonie de clôture a connu la participation d'éminentes personnalités du monde de la santé ainsi que des partenaires évoluant dans ce secteur. Après six années de loyaux services dans le cadre de la mise en œuvre du projet SIAPS/GUINÉE, la Directrice dudit projet Docteur Marie Paul a expliqué la philosophie par laquelle elles ont réussi à travailler. Pour elle, les principes d'intervention, les résultats clés, les contraintes, les leçons apprises, la transition, et les besoins d'assistances techniques ont été les points nodaux de ce projet. Avant de terminer, elle a signifié que la fin du projet SIAPS/GUINÉE ne signifie pas la fin de l'appui du Gouvernement Américain au secteur pharmaceutique guinéen.

Ensuite, la directrice mission USAID/GUNEE, Mme Barbara Pycleschon, a remercié tous les partenaires qui ont contribué à la réalisation de ce projet qui a duré pendant 6 ans, et qui a accompagné le ministère de la santé dans sa lutte contre le paludisme. Le projet SIAPS a appuyé







le programme national de lutte contre le palu, la gestion de l'espace nécessaire ou diagnostique et au traitement du paludisme. Ce travail a été bouclé avec la mise en place d'un système d'information épidémiologique et logistique qui permet aujourd'hui d'avoir des données chiffrées sur le paludisme qui n'existait pas en 2011. Elle a encore souligné que ce projet a permis au renforcement de capacité des ressources humaines et techniques.

Par ailleurs, le ministre de la santé, Dr Abdourahamane Diallo a félicité et remercié tous les partenaires, au nom du Président de la République, Professeur Alpha Condé, pour les résultats obtenus à travers ce projet. Le SIAPS (Système for Improved Access to Pharmaceuticals and Service), agence d'exécution de l'USAID/PMI, dans son appui initial au Programme National de Lutte contre le Paludisme. Un programme qui, dit-il, a contribué à développer plusieurs autres initiatives dont :

- Le renforcement de la Gouvernance Pharmaceutique par la production et la révision de documents stratégiques, l'acquisition d'un logiciel pour la PCG avec possibilité d'interconnexion pour la gestion de l'information ;
- Le renforcement de la chaîne d'approvisionnement intégrée de produits de santé à travers le développement d'un manuel de procédure, sa dissémination et de la formation du personnel de santé à l'utilisation de ce manuel ;
- Le lancement de l'adaptation du logiciel open source ELMIS pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement intégrée ;
- La mise en place d'une Unité de Gestion des produits de santé ;
- Un appui particulier à la lutte contre le paludisme en assurant la disponibilité d'intrants essentiels ;
- Le renforcement de la capacité individuelle et institutionnelle à tous les niveaux de la pyramide sanitaire : formation continue des agents de santé, enquête pour vérification de la disponibilité et l'utilisation des intrants antipaludiques ;

Ainsi donc, le ministre a rappelé que grâce à ce projet, nous pouvons dire sans se tromper que la gestion du paludisme est sous contrôle avec la mise à la disposition des intrants,

la traçabilité et la remontée des informations. Poursuivant, il a réaffirmé sa volonté politique sans faille et l'engagement exprimé par le Professeur Alpha Condé et de son Gouvernement à tout mettre en œuvre pour accélérer l'accessibilité et la disponibilité des médicaments à des coûts abordables à nos populations.

Pour finir, le ministre a exprimé une fois de plus sa profonde gratitude et ses sincères remerciements à l'ensemble du personnel du projet SIAPS et particulièrement à Madame Marie Paule Fargier par sa constance dans la mise en œuvre effective du projet.




 MEF

Ministère  
de l'Econo-  
mie et des  
Finances

## LE GOUVERNEMENT GUINEEN ET L'UNION EUROPEENNE SIGNENT LE FINANCEMENT DE LA 3 EME PHASE DU PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE ET A LA GOUVERNANCE DES TRANSPORTS EN GUINEE

Conakry, le 29 Septembre 2017 - La Ministre de l'Economie et des Finances a procédé ce vendredi 29 septembre 2017 à la signature de deux conventions de financement mobilisées avec Gerardus Gielen, Ambassadeur, Chef de la délégation de l'Union Européenne en Guinée dans le cadre de la troisième phase du programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et le projet d'appui à la gouvernance des transports en Guinée.

La cérémonie de signature a connu la présence du Ministre d'Etat à la Sécurité et de la Protection Civile, Abdoul Kabèlè Camara, de Assiatou Baldé ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts et des Secrétaires généraux des ministères des Transports, de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail.

En effet, ces deux conventions bénéficient d'un financement issu du programme indicatif régional du 11ème Fond Européen de Développement «FED» pour les pays de la CEDEAO et de l'UEMOA, avec pour objectif l'émergence d'un système régional de transport routier pérenne, efficace et sûr, facteur de développement, de stabilité et d'intégration régionale. C'est pourquoi l'Union Européenne a décidé d'allouer 38 millions d'euros à 16 pays africains y compris la Guinée afin de les soutenir dans l'application de leurs engagements en matière de gouvernance des transports dans l'espace de la CEDEAO. A ce titre, la Guinée bénéficie d'une enveloppe de 2,4 millions d'euros, soit environ 25 milliards de francs guinéens pour lutter concrètement contre la surcharge des véhicules et la dégradation du réseau routier.

Pour le Représentant de l'Union Européenne en Guinée, son institution veut accompagner la dynamique positive en cours et les progrès récemment réalisés dans la réforme du secteur de la sécurité afin de les poursuivre et les approfondir. Depuis 2013, l'Union Européenne accompagne le gouvernement guinéen pour la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, c'est pourquoi Gerardus Gielen dira que ce nouveau programme poursuivra cet

accompagnement, en fournissant plus spécialement un appui au ministère de la Sécurité et de la Protection Civile et au ministère de l'Environnement, de Eaux et Forêts suivant deux axes à savoir: le renforcement de la sécurité intérieure à travers un appui à l'école nationale de la police et de la protection civile, la poursuite de la mise en place de la police de proximité







à Conakry, la consolidation et l'extension à l'échelle nationale de l'opérationnalisation du corps paramilitaire des conservateurs de la nature pour améliorer la gestion durable des aires protégées. Plus loin, l'Ambassadeur, Représentant de l'Union Européenne a précisé que l'UE ne peut pas investir dans de nouvelles routes, sans s'assurer de leur pérennité, face à cette réalité elle entend appuyer la Guinée à se doter

d'outils réglementaires et techniques visant la préservation des investissements passés et futurs.

Pour sa part, la ministre de l'Economie et des Finances dira que le secteur des transports en Guinée est un élément essentiel à l'intégration économique régionale, indispensable selon elle, au dynamisme économique, à la circulation des biens et des personnes qu'elle considère comme est un indicateur d'échanges commerciaux, levier d'une croissance économique. Poursuivant, Malado Kaba a fait savoir qu'avec un coût total de 2,4 millions d'euros, la mise en œuvre de ce projet d'importance majeure contribuera à l'amélioration de la pérennité et la sécurité du système régionale de transports routiers, car selon elle, cela permettra d'améliorer la gestion de l'entretien routier et la lutte contre la surcharge, d'instaurer de meilleures conditions de transports, de fluidifier le transport sur les axes routiers régionaux, autant d'éléments qui impactent directement la population et l'économie du pays.

Pour finir, la ministre de l'Economie et des finances a clairement précisé qu'à un moment où le gouvernement investit massivement dans les infrastructures routières, il est primordial que chaque guinéen œuvre pour le maintien de la qualité de ces infrastructures par un entretien régulier, car sur le plan environnemental la fluidification du transport routier contribue efficacement à la réduction de l'émission de gaz à effet de serre qui est le défi du changement climatique.

Il faut indiquer qu'en marge de cette cérémonie de signature de ces deux conventions, la ministre Malado Kaba de l'Economie et des Finances a pris part aux travaux du 1er comité de pilotage du programme d'appui à la mise en œuvre de la coopération entre l'UE et la Guinée «PAMOC», puis à celle de la rencontre ordonnateur national (ON) du fonds européen de développement et des unités de gestion de projets (UGP) d'assistance technique.





Ministère des  
Mines et de  
la Géologie

## EXPORTATIONS D'OR : 470 MILLIONS DE DOLLARS RAPATRIÉS PAR LES COMPTOIRS AU PREMIER SEMESTRE 2017.

Le montant total des rapatriements des recettes d'exportation des comptoirs d'or s'est chiffré à plus de 470 millions de dollars US au premier semestre 2017, contre 304 millions de dollars US pour toute l'année 2016.

Engagée en mai 2016, la réconciliation entre les quantités d'or exporté et les recettes en dollars US rapatriées en contrepartie, a été poursuivie par le Ministère des Mines et de la Géologie en 2017. Ce suivi a permis de noter d'importantes avancées tant en termes de

quantité d'or exporté, que de rapatriement des recettes en dollar US conformément à la réglementation en vigueur.

La valeur des exportations d'or par les comptoirs au cours du second trimestre 2017 s'est chiffrée à 335 millions de dollars US, soit près du double de l'exportation du premier trimestre. Grâce au renforcement du suivi régulier effectué par les services du Ministère des Mines et de la Géologie en collaboration avec ceux de la Banque Centrale, la quasi-totalité des recettes des ventes de l'or expédié par les comptoirs (99,2%) a été rapatriée dans les délais requis au premier trimestre. Cette performance s'est améliorée au cours du deuxième trimestre, période durant laquelle la totalité des recettes a été rapatriée.

Pour rappel, le contrôle des comptoirs d'achat et d'exportation d'or a été initié en mai 2016 afin de faire respecter l'exigence de rapatriement des devises, après le constat que seulement 42% de la valeur des exportations faisaient objet de rapatriement en devises. A l'issue des exercices de suivi de l'année 2016, les licences de onze (11) comptoirs avaient été retirées pour manquement aux exigences de rapatriement prédéfinies. Les exercices de suivi et de réconciliations des données se poursuivent et devraient permettre de garder le taux de rapatriement à 100% pour le reste de l'année. Et à titre d'information, les recettes en devises ne sont pas des revenus alimentant le budget de l'Etat, mais plutôt ceux des acteurs privés locaux qui contribuent à la disponibilité des devises dans les banques de la place, donc à la stabilité et à la consolidation de la valeur du franc guinéen (comme cela a été observé au cours

des derniers mois) et à la maîtrise de l'inflation, entre autres.

Le Ministère des Mines et de la Géologie salue la bonne collaboration de la BCRG et compte sur la responsabilité des détenteurs de comptoirs pour le maintien de la dynamique engagée et la consolidation des acquis.





METFPET

Ministère de  
l'Enseigne-  
ment Tech-  
nique, de la  
Formation  
Profession-  
nelle,  
de l'Emploi  
et du Travail

## SIGNATURE DE CONTRAT DE CONSTRUCTION DE DEUX ECOLES REGIONALES DES ARTS ET METIERS (ERAM)

Conakry, le 20 Septembre 2017 - Le ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail, Damanatng Albert Camara, a procédé à la signature d'un contrat de construction de deux Ecoles Régionales des Arts et Metiers à Coyah et Dabola, avec la société N'Diaye-Construction, ce Mardi 19 Septembre 2017.

Selon le Directeur de l'Aguipe, Monsieur Sékouba Mara, cet accord de construction de nouvelles ERAM vient à point nommé, car il s'ajoute aux huit autres déjà en construction dans plusieurs régions et préfectures de la Guinée, en vue de combler le déficit en termes d'infrastructures d'Enseignement Technique et Professionnel.

Pour le Ministre, ce contrat répond à la législation guinéenne en matière de marché public, aux normes internationales en matière de supervision des travaux, des normes techniques de qualité. Donc, il répond aux exigences des bailleurs de fond.

Sur financement de la Banque Islamique de Développement (BID), cet accord est l'aboutissement d'un long processus qui va permettre à une entreprise guinéenne, de doter la Guinée de deux nouvelles infrastructures qui viennent s'ajouter à celles déjà en cours de réalisation sur instruction de son Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République.

Il répond également, à la mise en pratique de la vision du Président de la République, de doter les jeunes guinéens de compétences pour faire face aux nombreuses infrastructures de développement qu'il est en train de mettre en place depuis qu'il est aux affaires.

Selon le ministre, c'est ce types d'infrastructures qui vont nous permettre de faire face aux défis de la problématique que pose la formation professionnelle en Guinée, à savoir l'apprentissage des métiers et la résorption du chômage. C'est une très grande fierté aujourd'hui de voir

qu'au bout du processus on a enfin sélectionné une entreprise guinéenne.

Les travaux de construction vont commencer dans quelques semaines pour une durée de 16 mois.




 MS

**Ministère du  
Commerce**
**JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE À L'EXPO ASTANA 2017. ALLOCUTION DU CHEF DE CABINET DU MINISTÈRE DU COMMERCE, CHEF DE LA DÉLÉGATION GUINÉENNE.**

Monsieur le Vice- Ministre des Affaires Religieuses et Civiles de la République du Kazakhstan, Monsieur ABZAL NUKENOV

Monsieur le Premier Vice - Président du Conseil d'Administration de la Compagnie Nationale Astana EXPO 2017», Monsieur ALISHER PIRMETOV

Mesdames et Messieurs les invités ;

Mesdames et Messieurs ;

L'honneur m'échoit de m'adresser à vous, à l'occasion de la Journée nationale de la République de Guinée à l'Exposition Internationale Spécialisée d'Astana 2017.

Permettez-moi, avant tout, de transmettre, au nom du Président de la République et du Gouvernement, mes chaleureuses félicitations aux Autorités de la République du Kazakhstan pour l'accueil chaleureux réservé à ma Délégation depuis son arrivée et l'excellente organisation de cet évènement planétaire.

De toute évidence, l'histoire retiendra qu'Astana, en cette année, a abrité l'une des plus belles expositions de notre temps.

Permettez-moi également de remercier Le Commissaire de l'Exposition internationale spécialisée EXPO 2017 et l'ensemble de ses collaborateurs pour l'appui apporté à la Guinée en vue de faciliter sa participation dans la tenue de cette Journée nationale.

Mesdames et Messieurs,

Mon pays, qui a fermement soutenu le choix de cette belle ville pour abriter la présente édition de l'Exposition internationale spécialisée, a apprécié la définition du thème « Energie du Futur ». Celui-ci est en parfaite adéquation avec des défis majeurs de notre époque, à savoir l'Efficacité énergétique et Energie pour tous.

Une énergie disponible pour tous, est en effet un enjeu de développement durable et même une question de survie de nos pays respectifs, particulièrement les Pays les moins Avancés





et insulaires. La Guinée, pays d'Afrique de l'Ouest, disposant d'un vaste accès à l'océan Atlantique, possède les 2/3 des réserves de bauxite du monde, ainsi que de vastes ressources en minerai de Fer, en Or, en Diamants et en Uranium.

Mieux, elle jouit d'un potentiel Hydro énergétique exploitable très vaste et diversifié, estimé à 6000 MW pour une énergie annuelle garantie de 19 300 GWh avec seulement 3% de ce potentiel mis en valeur à ce jour ; à cela, il faut ajouter les ressources forestières estimées à 30 Millions de m<sup>3</sup> de bois par an ; un potentiel solaire de 4,8 kWh/m<sup>2</sup>/jour ; un gisement éolien dont la moyenne annuelle de la vitesse du vent varie entre 4 et 5 m/s ;

Concernant le pétrole, l'absence d'études exhaustives ne permet pas de donner une situation exacte sur ce potentiel.

Les études sismiques effectuées en mer et sur le plateau continental, ont démontré que 63.000 km<sup>2</sup> de terres sédimentaires sont jugées promoteurs. Le bilan énergétique national se présente comme suit : 78% pour le bois et le charbon de bois, 20% pour les produits pétroliers importés et 2% pour l'énergie hydraulique.

Le thème de l'Expo Astana 2017 est également en parfaite harmonie avec les politiques de la République de Guinée qui placent le secteur énergétique et l'énergie pour tous au centre des priorités nationales de développement, conformément à la vision politique du Président de la République. Les objectifs de la politique énergétique nationale visent essentiellement :

- la satisfaction de la demande domestique, commerciale, industrielle et minière ;
- La réduction de la dépendance du pays vis-à-vis de l'importation des produits pétroliers ;
- Le développement des projets d'interconnexion au niveau de la sous-région tels que : l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), le programme Energie de l'Autorité du bassin du Niger (ABN) et la mise en valeur du potentiel hydroélectrique national dans le cadre de l'intégration des réseaux électriques des pays membres de la CEDEAO (WAPP), spécifiquement qui se traduit par :
- La restructuration du sous-secteur de l'électricité, en vue d'une plus grande efficacité de par l'implication du secteur privé dans l'investissement et la gestion du secteur ;
- La mise en valeur du potentiel hydroélectrique du pays à travers : - Le développement des énergies renouvelables (solaire, domestique, éolienne, biogaz etc) ;
- L'accroissement du taux d'accès de la population à l'électricité à 65% à l'horizon 2020.

Pour plus d'illustration, l'accès aux services énergétiques se présente comme suit : - 65% d'électrification nationale en 2015 contre 18% en 2013 ; - 80% d'électrification nationale en 2017 et 65% dans les zones péri-urbaines et rurales contre 1% en 2012 ;

- Couvrir l'ensemble des chefs-lieux des Communautés Rurales de développement en 2025 ;
- Augmenter le taux d'accès des ménages à l'éclairage



électrique qui était à 18% en 2012 ;

-Electrifier 495 centres de santé ;

- Diffuser l'accès à 10,000 foyers améliorés en 2015 ;

- Accès universel à l'électricité en 2030;

- Utilisation du gaz butane par 10% de foyers d'ici fin 2017 ; -Diffuser le biogaz domestique auprès de 15000 familles , soit 105000 personnes en 2021

Mesdames et Messieurs,

Les objectifs des plans d'actions de la Guinée sont innovants et divers en matière d'énergies renouvelables, à savoir :

- 70% de la capacité électrique en réseaux (hors auto-producteurs) de source hydraulique en 2017 ;

- Développer 5 sites de mini-hydro (sur 130 recensés) d'ici fin 2017 et 20 sites d'ici à 2025 ;

- Développer 11 sites de grande hydroélectricité qui totaliseront 1 598 MW et qui livreront une énergie annuelle de 8630 GWh ,

- Créer le Fonds Guinéen des Energies Renouvelables (FODER) ; - Installer 5 MWc d'éclairage urbain à partir du système solaire photovoltaïque ;

- Aménager 300 000 Ha de forêts énergie.

Au titre de l'efficacité énergétique, les actions suivantes ont été entreprises : Améliorer le taux de recouvrement des factures d'électricité (80% en 2015) et diminuer les vols ; Réduire la part du charbon de bois et du bois à 50% du bilan énergétique (80% en 2012) ;

Réduire la consommation de l'administration et des entreprises publiques de 150 TEP équivalent par an (50% du potentiel de gains en efficacité) à l'horizon 2020 ; Eliminer les lampes à incandescence ; Réduire la consommation de feu de bois de 20,000 TEP équivalent en 2020 ; Réduire les pertes techniques et non techniques de 24% en 2017 (142GWh) à 10% en 2030 conformément aux objectifs de la CEDEAO.

Mesdames et Messieurs,

L'occasion est également opportune de rappeler que la Guinée dispose d'énormes potentialités, énergétiques, agricoles et halieutiques, à ce jour sous-exploitées, pourtant à même de contribuer à la sécurité énergétique non seulement au niveau national, mais aussi dans la sous-région et dans le monde.

Depuis 2010 notamment, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes pour améliorer le climat des affaires en général, encourager les investissements dans le secteur et promouvoir l'agro-business local, ainsi que le partenariat public-privé, afin d'être des leviers du développement durable de notre pays.

Je voudrais ainsi profiter de cette plateforme pour lancer un appel à tous les acteurs présents dans cette Exposition Internationale, notamment aux représentants du secteur privé, à venir investir en Guinée dans les secteurs agricole, industriel, touristique, énergétique qui regorgent de fructueuses opportunités.

Dans cette perspective, je vous garantis que le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour fournir l'accompagnement nécessaire susceptible de favoriser la mise en place et la consolidation de partenariats florissants et gagnant-gagnants.

Enfin, je voudrais souhaiter la bienvenue à tous les participants qui ont bien voulu honorer la Guinée à travers leur présence à cette Journée Nationale. Qu'ils en soient infiniment remerciés ! Aux amis de la Guinée et à mes compatriotes ici présents, je souhaite très bonne fête du 09 août 2017 !





MEEF

Ministère de  
l'Environnement, des Eaux  
et Forêts**ATELIER NATIONAL DE LANCEMENT DE LA PHASE PRÉPARATOIRE D'ÉLABORATION DU DOCUMENT DU PROJET « PROMOTION DE TECHNIQUES RÉSILIENTES POUR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU DU BASSIN DU KONKOURÉ »**

Madame la Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts,  
Madame et Messieurs les représentants des Institutions Républicaines  
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales ;

Mesdames et Messieurs les représentants de la presse ;  
Chers invités

Mesdames et Messieurs ;

C'est pour moi un vrai plaisir, de participer à cette cérémonie de lancement de la phase préparatoire de l'élaboration du document de projet (Promotion de Techniques résilientes pour une gestion durable des ressources en eau du bassin du Konkouré).

Madame la Ministre,

Permettez-moi de vous exprimer toute la gratitude du PNUD, pour la constante sollicitude et la disponibilité de votre Département dans la mise œuvre des activités du programme de coopération entre le Gouvernement guinéen et le PNUD.

Mesdames et Messieurs,

La Guinée est un pays doté de potentialités agricoles considérables, de ressources minières et de capacités hydroélectriques importantes. Le Massif du Foutah Djallon et la dorsale Guinéenne abritent les sources des plus importants cours d'eau Ouest africain dont le Konkouré et l'on dit souvent que la Guinée est le château d'eau de la sous-région.

Le bassin de Konkouré qui nous réunit aujourd'hui dispose d'un potentiel énergétique estimé à plus de 1.000 mégawatts et près de 200.000 ha de plaines et bas fond. De plus, en termes de biodiversité, il regorge de nombreuses espèces menacées et protégées.

Les études sur la vulnérabilité du pays au changement climatique, montrent que les épisodes de sécheresses observées au cours de la période 1961-1990 ont fortement influencé le régime hydrologique des cours d'eau en Guinée. Selon le Plan National d'adaptation au changement climatique (PANA 2007), avec une sensibilité de 2,5°C, le débit du fleuve Konkouré pourrait varier de -7,86% en 2025 à - 41,12 % en 2100.

Dans ce bassin, vivent 1 372 252 âmes dont 75 % pratiquent l'agriculture itinérante sur brulis, à cela s'ajoutent



l'exploitation minière et le surpâturage.

Les modes d'existence de ces populations sont tels qu'ils seront fortement affectés par les effets néfastes du changement climatique.

Il n'est donc pas exagéré de dire, que les enjeux sont énormes et les défis importants pour préserver ce patrimoine et aider les populations à mieux se préparer et à s'adapter aux effets attendus du changement climatique. C'est dans ce cadre que, le Gouvernement guinéen a initié, avec l'appui du PNUD, ce projet dont l'objectif est d'améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales du bassin du Konkouré pour une gestion durable du système hydrographique.

Mesdames et Messieurs, Chers participants

Le PNUD se félicite de participer activement aux côtés du Gouvernement, pour développer des projets d'adaptation afin de mobiliser les différents fonds sur la finance climatique auxquels la Guinée est éligible.

Il vous souviendra que, nous étions encore dans l'enceinte de ce même établissement le 12 juillet dernier pour valider le document de projet «d'élaboration du plan national d'adaptation», valider la fiche d'identification du projet «Renforcement de la résilience et de l'adaptation des communautés locales les plus vulnérables de la Guinée Forestière face au changement climatique» et lancer les activités d'élaboration du projet «Renforcement de l'information climatique et des systèmes d'alerte précoce en Guinée».

Mesdames, Messieurs

A cette heureuse occasion, je voudrais attirer votre attention sur les mesures d'adaptation qui doivent être prises dès maintenant pour faire face aux enjeux afin de couvrir les besoins en eau des différents utilisateurs actuels et futurs tout en sauvegardant les importants investissements réalisés. Il est donc urgent d'adapter les techniques d'aménagement et d'utilisation des ressources en eau à ces nouvelles réalités.

C'est pourquoi, je fais un appel solennel à tous les partenaires au développement de s'associer à nous pour appuyer le Gouvernement et la population guinéenne à mettre en œuvre tous les efforts pouvant permettre de sauvegarder ce patrimoine naturel.

Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais terminer mon propos sans remercier et féliciter d'avance tous les cadres et techniciens du présent atelier dont les participations permettront d'obtenir des orientations requises qui prennent en compte les besoins réels des communautés.

Je vous invite donc à participer activement aux débats car vos contributions sont attendues pour formuler des avis et recommandations sur la pertinence des contenus des documents partagés.

Enfin, je réaffirme la disponibilité du PNUD à accompagner le Gouvernement Guinéen dans tous ses efforts de protection de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles pour la réalisation du bien-être des populations guinéennes et l'instauration d'une économie verte et résiliente.

Je vous remercie.

Cellule de Communication; MEEF





MJ

## Ministère de la Jeunesse

### CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE À LA BLUEZONE DE KALOUN

La Bluezone de kaloun avait servi de cadre, le 12 août 2017, à la célébration du 17ème anniversaire de la journée internationale de la jeunesse placée sous le thème « Les Jeunes édifient la Paix ».

Sous la présidence du premier Ministre Mamadi YOULA, les activités du traditionnel anniversaire de la jeunesse ont connu cette année, un éclat particulier en raison de la batterie d'actions importantes déployées par le Département de la jeunesse, pour aller au-delà du caractère festif de la cérémonie et débattre des préoccupations essentielles des jeunes.

Après un colloque national de la jeunesse sur la capture du dividende démographique organisé par le ROJALNU, un panel composé de ministres, de représentants de la société civile, du représentant Résident de l'UNFPA, ont échangé sur les sujets variés pour l'épanouissement des jeunes.

M. Cheick FALL, Représentant Résident de l'UNFPA est d'abord revenu sur la genèse de cette fête célébrée chaque année, dont l'objectif est de promouvoir le programme mondial d'actions pour la jeunesse ; Il a ensuite renchéri que les acteurs doivent saisir cette opportunité unique, pour accélérer la mise en œuvre de la feuille de route de l'Union Africaine sur le dividende démographique et c'est le lieu de rappeler que ladite feuille de route, a été lancée à l'échelle continentale sous la présidence de Pr Alpha Condé lors du 28ème anniversaire de l'UA les 30 et 31 janvier 2017, à Addis-Abeba.

En énumérant les secteurs clés mis en évidence dans la feuille de route, il a réitéré l'engagement du système des Nations Unies à soutenir les efforts du gouvernement de la Guinée, pour la capture du dividende démographique en faveur des jeunes, gage d'une réelle consolidation de la paix dans un pays.

M. Moustapha Naïté, ministre de la jeunesse, a pour sa part plutôt mis l'accent sur les avancées majeures en faveur des jeunes; il s'agit bien des actions liées et engagées par son Département, dans le cadre de la participation et de l'autonomisation des jeunes qui vont se poursuivre, dans le seul but que ceux-ci en tirent le meilleur profit et deviennent des citoyens capables de prendre une part active dans la réalisation qualitative de leur destin.



Dans la même dynamique, le ministre Naïté a mis en exergue les actions liées au développement de l'entrepreneuriat des jeunes, à celui des travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ainsi qu'à la mise en place de la structure faîtière de la jeunesse.

A tout seigneur tout honneur, il a été opportun pour M. Mamadi YOULA premier ministre, de rappeler que la promesse faite par le Chef de l'Etat l'an dernier aux jeunes, , par



rapport à la mise en place du Conseil National des Jeunes , a été prise en compte à la lettre par le Département de la jeunesse.

En dépit des difficultés inhérentes à ce processus et des préjugés de tous ordres, le premier ministre a eu l'agréable plaisir, le 12 août, de lancer officiellement les travaux des ateliers préfectoraux d'amendement et de pré-validation des textes du 14 août au 04 septembre 2017, sur toute l'étendue du territoire national.

« A cette occasion, je vous invite à apporter des amendements que vous trouverez pertinents pour l'amélioration de ces textes qui sont vos textes. Apportez-y la plus grande attention parce que ce sont ces textes qui vous permettent d'élire vos représentants et de participer à la vie de la nation», a-t-il conclu.

Le 17ème anniversaire de la journée internationale de la jeunesse, célébré sous l'angle du pragmatisme avec un discours de vérité de part et d'autre, a pris fin avec la remise des satisfécits aux lauréats du prix du meilleur écrivain, des cartes de lecture offertes aux jeunes pour encourager la lecture et la remise de moteurs hors-bord, de barques de pêche, de filets, de gilets et petits outillages.







MJ

Ministère de  
l'Enseignement Supérieur et de la  
Recherche Scientifique

## DEBUT DU PROCESSUS D'ORIENTATION POUR LES BACHELIERS GUINÉENS

Conakry, le 09 Septembre 2017 - Le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Binko Mamadi Touré a animé un point de presse ce samedi à l'université Gamal Abder Naser pour présenter la plateforme GUPOL.

Cette plateforme GUPOL a mis à la disposition des bacheliers, notamment ceux de la session 2016 - 2017 de pouvoir s'inscrire en ligne et de procéder aux choix des orientations universitaires.

A l'entame de ce point de presse, le Secrétaire Général du MESRS, monsieur Binko Mamadi Touré en compagnie des Directeurs et Recteurs des différentes universités a rappelé qu'il y a au total 23.656

bacheliers tout profil confondu qui devront être enregistrés sur la plateforme pour pouvoir être orientés dans les universités de leur choix.

Justement, parlant du choix effectué par les étudiants, Binko Mamadi Touré dira que les orientations se feront en fonction des moyennes obtenues dans les différentes filières et parmi les étudiants ayant les meilleures notes.

Par conséquent, Monsieur Touré a apporté une précision importante relative à l'orientation des étudiants au sein des différentes institutions d'enseignement supérieur au compte de cette session 2016 - 2017. Comme indiqué plus haut, ils sont au nombre de 23.656 bacheliers tout profil confondu qui seront uniquement orientés cette année dans les Institutions d'Enseignement Supérieur publiques. Plus loin, il indiquera que les institutions d'enseignement supérieur privées ne recevront pas d'étudiants boursiers de l'État cette année.

Avant de procéder à la présentation de la plate forme GUPOL, le secrétaire Général a indiqué que l'ouverture officielle de la plateforme est prévue le 11 septembre et sera disponible sur le [www.gupol.gov.gn](http://www.gupol.gov.gn).

De même les bacheliers pourront avoir toutes les informations sur la plateforme avant sa disponibilité à partir d'un centre d'appel qui sera mis en place à l'ISSEG de Lambangni, ainsi que dans les différentes structures qui sont en cours de création pour répondre aux inquiétudes posées sur la procédure d'inscription en ligne.

Pour terminer, monsieur Diallo, l'un des administrateurs de la plateforme a procédé à un briefing sur ladite plate-forme qui est composée de trois phases essentielles à savoir:

Première Phase: Création du compte sur la plateforme

Deuxième phase: Formulation des choix d'orientations

Troisième phase: Notifications des choix d'orientations

Avant de lever la séance, le Secrétaire Général a rappelé que la plateforme GUPOL sera disponible à partir du 11 septembre à 00 heure et sera close le 21 septembre à 00 heure.


 MASPFE

**Ministère  
de l'Action  
Sociale, de  
la Promotion  
Féminine et  
de l'Enfance**

## **PASSATION DE SERVICE A LA DIRECTION NATIONALE DE L'ENFANCE ENTRE LA MINISTRE SORTANTE SANABA KABA ET MARIAMA SYLLA MI- NISTRE ENTRANTE**

Conakry, le 12 Septembre 2017 - Nommé le 23 Août dernier par décret présidentiel au ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'enfance, Hadja Mariama Sylla a été officiellement installée dans ses nouvelles fonctions ce mardi 12 Septembre 2017 par le Secrétaire Général du Gouvernement Sékou Kissi Camara.

Dans son allocution, la ministre sortante Sanaba Kaba a exprimé sa reconnaissance au chef de l'Etat pour l'opportunité qu'il lui a offerte pour servir le peuple de Guinée mais en particulier le département de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance pendant 44 mois. Elle a également félicité la ministre entrante pour ces nouvelles responsabilités de ministre.

Par ailleurs, elle a tenu à rappeler les projets réalisés et les résultats des actes posés par son équipe durant ces quatre dernières années au sein de ce ministère. Poursuivant, Sanaba Kaba a invité Hadja Mariama Sylla à relever les défis énormes qui incombent au département, placé au cœur de l'action gouvernementale.

Pour finir la ministre sortante a présenté des excuses à tous ceux et celles qu'elle aurait offensés sans s'en rendre compte durant son règne au ministère. Elle en a profité pour remercier tous ses collaborateurs et collègues du gouvernement pour leur soutien et accompagnement, qui lui a été nécessaire pour mener à bien ses actions.

A l'entame de son discours, la ministre entrante Hadja Mariama Sylla a, quant à elle, remercié le Président de la république pour l'immense marque de confiance portée sur sa personne pour diriger ce ministère qu'elle maîtrise parfaitement bien. Elle a également tenu à remercier la ministre sortante pour sa collaboration au sein de ce département à ses côtés.

Conscientes des défis à relever dans ce département, Hadja Mariama Sylla a promis de travailler en synergie avec tous les acteurs de ce ministère pour relever la tête haute, les défis qui les interpellent tous.







MA

## Ministère de l'Agriculture

### JACQUELINE MARTHE SULTAN PASSE LE TEMOIN A NABY YOUSOUF KIRIDI BANGOURA

Conakry, le 19 Septembre 2017 - Le Ministère de l'agriculture, rattaché à la Présidence de la République depuis le dernier décret du Chef de l'Etat y affairant, s'apprête à changer de leadership avec la nomination d'un nouveau ministre à sa tête.

En effet, après plus de trois ans passés à la tête du Ministère de l'agriculture, Jacqueline Marthe Sultan a cédé la place ce mardi 19 Septembre 2017 à Naby Youssouf Kiridi Bangoura qui, cumulativement à ses fonctions de Ministre d'Etat, Ministre Secrétaire Général à la Présidence de la République, occupera désormais les fonctions de Ministre de l'Agriculture par intérim.

Après les présentations d'usage assurées comme à l'accoutumée par le Secrétaire Général du Gouvernement Sekou Kissi Camara, s'en est suivie celle du Chef de Cabinet dudit département pour les mots de bienvenue.

A la suite de ces présentations introductives, la ministre sortante Jacqueline Marthe Sultan s'est adressée à l'assistance dans un discours teinté d'émotion. D'entrée, elle a tenu à remercier l'ensemble des cadres du département et a félicité le ministre entrant Naby Youssouf Kiridi Bangoura. Elle a notamment cité quelques actions liées à la politique nationale du gouvernement en matière agricole comme l'audit institutionnel, la revue des dépenses, le rajeunissement de l'effectif du département entre autres.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique agricole, elle s'est félicitée d'avoir établi de façon constante les différentes campagnes agricoles ces dernières années, tout en livrant à temps les intrants et autres équipements aux paysans. Elle a également rappelé l'amélioration du climat de gestion agricole favorisant ainsi le retour des partenaires financiers qui avaient abandonné le ministère de l'agriculture. Cette mutation qualitative et quantitative a permis aux agriculteurs de rentabiliser davantage dit-elle. Parlant du renforcement des relations

avec les partenaires Bi et Multi latéraux, elle a indiqué que cela a permis d'élargir le portefeuille du ministère et de bénéficier de plus de financement des projets.

Avant de terminer, elle a réitéré ses remerciements à l'ensemble des travailleurs, mais aussi au Président de la République pour la confiance portée sur sa personne durant ces dernières années à la tête



de ce département stratégique.

En prenant la parole, le Ministre entrant par intérim, Naby Youssouf Kiridi Bangoura a expliqué les biens fondés de la volonté du Président de la République rattachant le département de l'agriculture à la présidence de la République. Pour lui le Président de la République, en prenant ce décret, a confirmé la priorité absolue qu'il accorde au



développement agricole et rural de notre pays. Ainsi, selon le Ministre entrant, ce choix du Président est stratégique et consiste à faire de l'agriculture, la priorité de la stratégie d'urgence économique de notre pays fondée sur les constats suivants:

- 1- 70% de notre population vit par et à travers l'agriculture; les 30% restants vivant essentiellement en ville sont des clients des produits agricoles.
- 2- Le potentiel en terre et en eau de notre pays lui donne les moyens d'assurer des revenus à la presque totalité de notre population.
- 3- Les produits agricoles (produits vivriers et produits de rente) sont des sources de revenus aussi importantes et plus pérennes que les gisements miniers.
- 4- Les agriculteurs et agricultrices guinéens encadrés au sein des exploitations familiales modernisées ont le courage et le talent pour constituer une force productive certaine.
- 5- En fin la révolution technologique, l'ingénierie génétique, l'informatique, les biotechnologies, etc.. en cours donnent des opportunités dans le domaine agricole en termes de semences, d'intrants, d'outils et de méthodes.

S'adressant à ses futurs collaborateurs, Naby Youssouf Kiridi Bangoura les a rappelé la vision

du développement agricole et rural du Président de la République, une vision qui doit constituer la substance fondamentale de la politique publique sectorielle. Cette vision doit, selon lui, constituer la colonne vertébrale tout en restant ouverte aux programmes et initiatives qui peuvent soutenir harmonieusement notre ambition de passer d'une agriculture de subsistance à celle prospère





et durable basée sur la maîtrise des filières de cultures vivrières et des cultures de rente.

Pour terminer, le Ministre entrant Naby Youssouf Kiridi Bangoura a précisé que sa mission pour cette période intérimaire consistera à raffermir la prise en compte des orientations présidentielles dans la politique sectorielle, à améliorer la coordination présidentielle dans



la politique sectorielle, à améliorer la coordination stratégique entre les services centraux, à renforcer la présence des services déconcentrés dans la mise en oeuvre concrète des programmes et projets en cours.

A trois mois de la fin l'année budgétaire, il a incité ses futurs collaborateurs à concentrer leurs efforts sur la clôture de la campagne agricole, sur la préparation des récoltes et l'organisation de la journée agricole programmée à N'zérékoré par le Président de la République. Il les a demandé de continuer à suivre les initiatives présidentielles en cours, à savoir café arabica pour la Moyenne -guinée, café et cacao en Guinée-forestière et la deuxième campagne du Programme anacarde.

La cérémonie a pris fin par la signature conjointe des cahiers de passation et par l'installation officielle du ministre par intérim de l'Agriculture, Naby Youssouf Kiridi Bangoura.





**IN** **SIDE**  
IN SIDE

Pour une immersion au coeur des réformes  
Gouvernementales



A retrouver  
sur

**GOUVGN** **TV**

[www.gouvgn.tv](http://www.gouvgn.tv)

[www.gouvernement.gov.gn](http://www.gouvernement.gov.gn)



Gouvernement Guinéen Officiel



@GouvGN





# ETAT DE NOS REFORMES



LE PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET SOCIAL (PNDES) 2016-2020

DEUXIÈME PARTIE

Pour un meilleur rendement de l'administration Guinéenne tendant à améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'adapter la gouvernance aux réalités socio-économiques, culturelles et politiques du pays. Dans cette optique, le Gouvernement Guinéen s'est inscrit dans une logique de mutualisation et de rationalisation des efforts à travers l'élaboration puis la mise en oeuvre du Plan National de Développement Economique et Social.

Dans ce numéro du Bulletin du Gouvernement, nous vous en proposons la suite relative au Bilan du Plan Quinquennal 2011-2015.

## 1.1. BILAN DU PLAN QUINQUENNAL 2011-2015

39. Le Plan quinquennal 2011-2015 a été élaboré dans un contexte socio-politique et économique difficile. Il ambitionnait une croissance forte, soutenue et équitable ; une amélioration de l'environnement politique, juridique, institutionnel et humain ; et des avancées significatives en matière de progrès social.

40. Le PQ était articulé autour de cinq axes :

I- amélioration de la gouvernance et réformes institutionnelles (axe 1) ;

II- lutte contre la pauvreté, poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et valorisation des ressources humaines (axe 2) ;

III- développement des infrastructures économiques et des équipements socio collectifs (axe 3) ;

IV- développement et expansion économique et promotion des secteurs porteurs de croissance (axe 4) ; et

V- restructuration des forces de défense et de sécurité (axe 5). C'est autour de ces cinq axes que le bilan[1] du PQ 2011-2015 est présenté.

### 1.1.1. EXPANSION ÉCONOMIQUE

41. Cette section présente le bilan de la mise en oeuvre de l'axe 4 « développement et expansion économique et promotion des secteurs porteurs de croissance » du PQ 2011-2015. Il s'articule autour de quatre points :

I-un aperçu global des performances

II- les indicateurs des résultats macroéconomiques et financiers du PQ ;

III- la revue des politiques économiques mises en oeuvre ;

IV- l'analyse des tendances sectorielles ;

V- les réformes structurelles.

#### 1.1.1.1. Aperçu global des performances économiques

42. A la faveur du renouveau politique instauré par la troisième République, le Gouvernement a entrepris dès 2011 de grandes réformes économiques et financières. Ces réformes ont permis de stabiliser le cadre macroéconomique, d'améliorer le climat des affaires, de renouveler les relations avec les PTF et d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Il en a résulté une reprise économique et partant une amélioration de la situation macroéconomique et financière du pays. Malheureusement, cette dynamique a été contrariée par la baisse des cours des minerais sur le marché international, l'apparition de la maladie à virus Ebola (MVE) et des difficultés socio-politiques, provoquant un ralentissement de l'activité économique







économique et une décélération de la croissance du PIB.

#### 1.1.1.2. Indicateurs macroéconomiques et financiers

43. La période 2011-2015 a enregistré une croissance de 2,3% du PIB en moyenne par an. L'activité économique a connu une reprise à partir de 2011, qui s'est poursuivie en 2012 avec un taux de croissance de 3,9% par an. Mais en raison des agitations socio-politiques et la maladie à virus Ebola[2] qui ont fortement perturbé le cours normal des activités économiques en Guinée, ce rythme a décéléré faisant chuter la croissance à 2,3% en 2013, à 1,1% en 2014 puis à 0,1% en 2015. Il en a résulté un recul net du revenu par tête d'environ 0,5% durant la période. Ainsi, l'économie guinéenne n'a pas encore amorcé un sentier de croissance soutenue et durable permettant d'atteindre le niveau de 7% requis dans les pays les moins avancés pour réduire significativement la pauvreté.

44. La période 2011-2015 a en outre enregistré une meilleure tenue des indicateurs macroéconomiques et financiers relativement à l'année 2010 où l'économie affichait un taux de croissance de 1,9%, un taux d'inflation de 20,8%, un niveau de réserves de change inférieur à un mois d'importations, des ratios respectifs de 67% pour la dette et de 32% pour le service de la dette.[3]

45. Les finances publiques ont fait l'objet d'une gestion prudente se traduisant par une amélioration des principaux soldes budgétaires liée principalement à une plus grande maîtrise des dépenses publiques et à un accroissement des recettes budgétaires. Le déficit global hors dons et le déficit global dons compris se sont améliorés pour représenter respectivement 6,5% et 3,3% du PIB en moyenne au cours de la période 2011-2015, contre 14,4% et 14,0% du PIB en 2010.

46. Au plan monétaire, les réformes entreprises au cours de la période 2011-2015 ont



permis de réduire la liquidité, limiter l'inflation et stabiliser le taux de change. La masse monétaire a en effet progressé de 56% entre 2011 et 2015, après une hausse de 74,4% sur la seule année de 2010. Cette progression résulte notamment de l'amélioration de la position extérieure nette du pays (0,3% du PIB) et du raffermissement des crédits à l'économie. Les réserves de change du pays ont représenté environ 2 mois d'importations en 2015, contre 15 jours d'importations en 2010.

47. Le taux d'inflation en glissement annuel s'est située à 7,3% en décembre 2015, contre 20,8% en décembre 2010. Le taux de change s'est stabilisé à environ GNF 8 004 pour 1 dollar US et GNF 8745 pour 1 Euro au 31 décembre 2015. Les primes de change entre les marchés officiel et parallèle se sont fixées à 7,8% pour le dollar américain et 5,9% pour l'Euro à la même date, contre 17,2% et 14,5% respectivement à fin 2010.

48. Les crédits à l'économie ont atteint GNF 7 583,37 milliards à fin décembre 2015 contre GNF 3 161,9 milliards à fin 2011, soit une hausse de 140%. Cet accompagnement de l'économie a été possible grâce à l'assouplissement de la politique monétaire et à l'amélioration de l'environnement des affaires. Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) a été

le plus grand bénéficiaire des crédits à l'économie après les produits pétroliers.

49. Les créances nettes de la Banque Centrale sur l'État se sont fortement accrues au cours des deux dernières années à cause de l'apparition de la maladie à virus Ebola qui a entraîné l'utilisation d'une partie des recettes exceptionnelles de l'État. Elles sont passées de GNF 1 598,18 milliards en fin 2010 à GNF 7 353,26 milliards en fin 2015.

50. La circulation fiduciaire a augmenté de 59% au cours de la période 2011-2015, après une explosion de 88,1% entre 2009 et 2010. Ainsi, la monnaie en circulation représente 29% de la masse monétaire à fin 2015 contre 38,5% au 31 décembre 2010. Ce qui traduit un regain de confiance au système bancaire. Au cours de la période, les dépôts en devises ont augmenté de 50% et les dépôts en francs guinéens ont progressé de 57%.

51. En dépit du ralentissement de l'activité économique observée à partir de 2013, la situation macroéconomique de la Guinée est restée globalement stable, au cours de la période 2011-2015.

### 1.1.1.3. Politiques économiques



52. Au cours de la période 2009-2010, les principaux indicateurs macroéconomiques de la Guinée se sont dégradés. Pour juguler cette situation, les autorités ont eu recours dès 2011, à différents instruments de politique économique, pour rétablir les grands équilibres financiers de l'État et stabiliser le cadre macroéconomique.

53. En matière de politique monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a dès 2011, utilisé à fond les instruments de politique monétaire pour réguler la liquidité du système bancaire. C'est ainsi que pour absorber le surcroît de liquidité dans l'économie, le coefficient de réserves obligatoires ainsi que le taux directeur ont été relevés courant de l'année 2011, respectivement de 9,5% à 22% pour le premier et de 16,75% à 22%, pour le second. En 2013, dans un contexte de recul notable de l'inflation, ces instruments de la politique monétaire ont été revus à la baisse en guise de mesures d'assouplissement des conditions monétaires. Toujours au cours de l'année 2011, le montant des dépôts sur les comptes sur livret a été déplafonné afin d'encourager la mobilisation de l'épargne nationale. En 2015, la Banque Centrale a mis en place un second guichet d'injonction de liquidité par appel d'offres, permettant aux banques de se refinancer.

54. En matière de politique de change, la BCRG a également mené plusieurs actions visant à stabiliser le taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises. Un marché interbancaire des changes (MIC) a été institué entraînant : (i) une appréciation du franc guinéen ; (ii) une reconstitution des réserves de change (qui sont passées de deux (2) semaines à six mois d'importation à fin 2011 ; et (iii) la maîtrise de la liquidité bancaire et de l'inflation. Malheureusement, avec la survenue de la maladie à virus Ebola à fin 2013 et la chute des prix des matières premières, le franc guinéen s'est déprécié.

55. Face à cette situation, la BCRG a dû intervenir davantage sur le MIC



et accompagner le gouvernement dans son programme d'investissement dans les secteurs prioritaires tels que l'énergie et les travaux publics. Ceci a entraîné une réduction des réserves de change de la BCRG et l'élargissement de l'écart entre les taux des marchés officiels et parallèles. C'est pour redresser la situation que sur recommandation du FMI, la BCRG a procédé à la suppression du MIC et son remplacement par un nouveau système d'adjudication bilatérale de devises dès janvier 2016. L'instruction n°056/DGCC/DCH/16 du 04 janvier 2016 a été prise dans ce sens et la première séance a eu lieu le 08/01/16. Cela a réduit la prime de change de 7,94 % à 1,17 % consacrant ainsi l'unification des deux marchés selon les principes du FMI. Toutefois, le GNF s'est à nouveau, fortement déprécié (environ de 12 %) à fin juin 2016.

56. En matière de politique budgétaire, dès le premier trimestre de 2011, et en collaboration avec la Banque Centrale, plusieurs mesures de redressement économique et financier ont été mises en œuvre notamment : l'arrêt du financement monétaire systématique du déficit budgétaire pour faire fonctionner le Trésor public strictement sur base caisse et la création d'un compte unique à la Banque Centrale pour transférer les multitudes comptes du Trésor public qui se trouvaient au niveau des banques primaires.  
A suivre dans le prochain numéro.

ELECTRICITE  
DE GUINEE

# Allô! EDG

Appelez le **626 11 11 11**



## Dépannage



Disponible sur Conakry







# Amara CAMARA

## Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Guinée en France

Les activités consulaires et diplomatiques constituent de nos jours de véritables vecteurs de fondement de relations bi et multilatérales entre deux États. C'est pourquoi la Guinée, à l'instar des autres États, a créé des représentations diplomatiques partout dans le monde dans le but de maintenir et développer de fructueuses relations de coopération dans divers domaines dans l'intérêt de chacun et de tous. La République de France et celle de la Guinée, sont deux États intimement liés et n'échappent pas à cette donne. Pour en savoir davantage sur les relations diplomatiques entre la République de France et la République de Guinée, votre mensuel reçoit pour vous Monsieur Amara CAMARA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée en France.

**Vous êtes ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée en France depuis Mars 2011. Parlez-nous de votre carrière professionnelle et de quelques unes de vos activités.**

Monsieur Amara CAMARA, a été nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Guinée en France le 29 mars 2011 et le 5 mai 2017 en Israël. Après des diplômes de licence et d'études supérieures de Droit public international à l'Université de Paris 1, il a été recruté à l'Unesco Paris, le 2 août 1971 à l'Unité des voyages au bureau du contrôleur financier (BOC) pour assister le chef de la section à la vérification de la tarification et à la sélection des transporteurs.

De 1975 à 1980 comme Chef de l'Unité de correspondances



de CPX au cabinet du Sous-Directeur Général, chargé de la coopération extérieure, procéder à la bonne rédaction des documents soumis à sa signature.

De 1980 à 1981, il a été muté au bureau de l'Unesco à Kinshasa comme Administrateur

de l'Equipe des projets au Zaïre et assistant du Représentant de l'UNESCO dans la mise en œuvre des activités du bureau.

De 1981 à 1985, il est revenu au siège de l'Unesco à Paris, au poste d'Administrateur de Bourses, chef de la section Afrique et Amérique Latine (Division des bourses), sélectionner, placer et suivre les bénéficiaires des bourses de l'Unesco dans le monde.

De 1985 à 1990, il est affecté à Dakar comme Administrateur du Bureau régional pour l'Education en Afrique (BRED), administrer les fonds, le personnel, l'équipement et l'administration générale du bureau.

De 1990 à 1995, il est Administrateur de budget (Bureau du Budget), assurer la gestion budgétaire des Fonds-en-dépôt, banques régionales et des comptes spéciaux. De 1995 à 2000, il est Administrateur principal, Chef de la division des ressources et programmes extrabudgétaires (Bureau du Budget). Assurer la gestion budgétaire de plus de trois cents millions de dollars du budget de l'Unesco. Ces fonds étaient de diverses sources : du système des Nations unies, des banques mondiale et régionale, des Etats membres, Fonds-en-dépôt (plus de 37 % du budget de l'Unesco).

De 2001 à 2002, il est réaffecté au Bureau régional pour l'éducation en Afrique à Dakar, comme Directeur/adjoint

du BREDA et Chef des sections :

- LBE : Education de base et alphabétisation : promotion de l'éducation dans le cadre de l'éducation pour tous (séminaires de formation et appuis aux Etats membres de la région Afrique) ;
- des Politiques et stratégies Educatives : Contribuer à la définition des politiques éducatives en conseillant les Etats membres et ;
- Coordonnateur des projets opérationnels : gérance et mise en œuvre de trente-cinq projets, dans le domaine de l'éducation pour plus de cinquante millions de dollars par an.

De 2003 à 2009, il est le Doyen du collège des Médiateurs de l'UNESCO, chargé de régler les conflits entre le personnel et l'administration de l'Unesco.

Différentes missions de consultation pour l'Unesco qui vont de la formation des administrateurs, hors-siège à assurer l'intérim de chef de bureau/représentant de l'Unesco sur le terrain (Brazzaville/Kinshasa) en 2003.

Le 29 mars 2011, il est nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Guinée en France et au Portugal.

Le 13 novembre 2013, il a été élu comme Membre du Conseil Exécutif de l'UNESCO et Président du Comité Spécial, devenant de facto membre du bureau du Conseil.

Contribution à de nombreux colloques sur le développement économique, la coopération internationale, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Président Fondateur de l'Association de lutte contre la pauvreté : KOSIMANKAN après plus de trente ans de coopération internationale réaliser chez soi ce qu'on a fait et vu faire chez les autres.

Quelques projets en cours de réalisation de KOSIMANKAN dont un centre socio-éducatif pour les enfants déshérités et la case de santé qui couvre 200 districts dans la préfecture de Kankan et Siguiri.

### **Au regard de ce brillant parcours, dites-nous comment vous vous êtes retrouvés dans la diplomatie ?**

Je suis arrivé en diplomatie grâce à la confiance que le Professeur Alpha CONDE a placé en moi, suite à son élection à la présidence de la République en 2010.

### **Dites-nous comment se portent les relations franco-guinéennes vues de France ?**

Je suis un Ambassadeur heureux. Nous avons réussi à faire intégrer la Guinée dans la « Normalité » de la diplomatie française. L'engagement de la France à nos côtés, dans la lutte contre EBOLA en est une éloquente preuve. Jamais, depuis notre indépendance, un tel effort n'avait été fait par la France à l'endroit de la Guinée. Qu'elle en soit remerciée. Nous souhaitons amplifier ces excellentes relations avec les nouvelles autorités françaises. Nous avons effectué une excellente mission en Normandie avec l'Ambassadeur de France en Guinée. Une première en ma connaissance.

Deux Ambassadeurs sur le terrain pour intéresser des entrepreneurs normands à la Guinée. Nous poursuivons nos actions pour faire de nos relations un exemple de réussite.

### **Vous êtes en poste en France depuis 7 ans maintenant, dites nous comment se passent les consulaires? Et quels sont vos rapports avec nos compatriotes résidant en France ?**

Les activités consulaires sont très intenses à Paris à cause de l'attractivité de notre pays et







du nombre de guinéens y résidant (délivrance de visas, titres de voyages, cartes consulaires, légalisations de divers documents dont les extraits de naissances, mariage, casiers judiciaires).

Les rapports de l'Ambassade avec la diaspora guinéenne sont excellents. L'Ambassade assiste aux différentes manifestations culturelles et sociales qu'elle organise.

Face aux nombreux faussaires, la numérisation de nos différents documents rendrait notre pays crédible.

Depuis juillet 2012, je n'ai cessé de solliciter, sans succès, nos autorités afin que cette numérisation soit effective. Fervent partisan de la bonne gestion, cette numérisation nous aiderait à limiter les fraudes et à améliorer les recettes.

**Nombreux sont nos compatriotes qui se plaignent de la lenteur des services quant aux procédures de renouvellement des passeports, avez-vous remédié à cette situation ? Quelles en sont vos difficultés ?**

C'est après deux ans de lutte que la mission d'enrôlement pour la délivrance des passeports biométriques est venue deux fois à Paris, pour soulager nos compatriotes. Pour la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal,

je sollicite la mise en place, en permanence, d'une machine à Paris.

**A l'image de la diaspora guinéenne vivant aux USA menacées d'expulsion, avez-vous rencontré les mêmes problèmes en France ?**

En matière d'immigration, la France applique une politique totalement différente de celle des Etats Unis d'Amérique. Les expulsions de France se font en fonction de la situation irrégulière sur le territoire. Chaque fois qu'un guinéen est reconnu comme tel, nous sommes dans l'obligation, vis-à-vis de l'administration française, de lui délivrer un titre de voyage pour son retour au pays. Il faut que nous apprenions à respecter les lois du pays hôte.

**Pour terminer, quelle lecture faites-vous de l'évolution socio-économique et politique de la Guinée ?**

Notre pays, dont les voyants étaient verts, a été arrêté dans son élan par l'épidémie EBOLA. Deux ans durant, nous avons lutté contre cette maladie ; avec des conséquences désastreuses pour notre économie. Après avoir atteint le point d'achèvement pour la première fois, nos projets de redressement économique sont favorablement accueillis par les bailleurs de fonds. Cette positive évolution doit se poursuivre. La dernière signature avec la Chine d'un engagement de vingt (20) milliards de dollars est un gage de confiance.

Nous n'arriverons à rien sans travailler. Alors, retroussons nos manches pour bâtir une Guinée prospère.

**Le mot de la fin**

Je réserverai le mot de la fin pour notre département. La nomination du Ministre Mamady TOURE ouvre une ère nouvelle à notre diplomatie. Sa formation, son parcours et son expérience lui permettront de réussir sa mission : faire de notre diplomatie, la vitrine d'une Guinée qui gagne et la réformer de fond en comble. Nous serons à ses côtés pour ce combat.

# FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS

**Mira Kourouma**

Maquilleuse Professionnelle

En Valorisant la pratique et l'essor de certaines professions pratiquées par les féminins, le Gouvernement Guinéen, dans sa mise en oeuvre de sa politique de promotion de la couche féminine, favorise de plus en plus l'émergence d'une nouvelle élite féminine. Dans ce numéro du bulletin du Gouvernement, nous vous parlons du maquillage professionnel avec Mira Kourouma.





**Merci de répondre à nos questions. Pour commencer, présentez-vous aux lecteurs du Bulletin du Gouvernement.**

Je suis Mira Kourouma, j'ai 26 ans, je suis maquilleuse professionnelle et entrepreneur. Je vis ici en Guinée et je suis mariée.

**Vous venez d'évoquer des activités parallèles d'entrepreneur que vous menez de front avec la profession de maquilleuse ! Pouvez-vous préciser en expliquant les connexions ?**

Je suis maquilleuse depuis 1 an et, j'ai aussi une boutique de vente d'habits depuis 4 ans,

mais comme il y avait beaucoup de concurrence, j'ai décidé de faire un autre métier. Vu donc que le métier de maquillage n'est pas développé en Guinée, je suis allée faire une formation en France, à Paris durant dix mois, d'Avril 2016 à Février 2017 et cette formation a été couronnée par un diplôme avec lequel je suis rentrée au pays, pour exercer mon métier de façon professionnelle. Le maquillage est ma passion ; j'adore me maquiller et surtout maquiller les femmes pour nous rendre belles pour nos compagnons. Le maquillage est un vrai art qui se pratique tant bien que mal par

tout, dans les salons de coiffure, à Conakry et à l'intérieur du pays, bien que beaucoup de travail de professionnalisation reste à développer. Aujourd'hui grâce à ce métier, beaucoup de jeunes filles trouvent du travail et s'en sortent aisément, y compris moi.

**Comment faites-vous pour concilier vos activités commerciales et professionnelles ?**

Ce n'est pas très difficile. Je commence toujours par la boutique où je me rends chaque matin lorsque mon temps me permet, pour vérifier comment ça se passe. Après la boutique qui est d'ailleurs gérée par





quelqu'un d'autre, je vais à mon lieu de service où je passe le reste de mon temps à travailler. Tout dépend du programme de mes clients mais, j'arrive quand-même à m'en sortir.

**Parlez-nous justement de votre clientèle et de vos rapports avec elle ?**

J'ai beaucoup de clientes, vu que nous sommes crédibles. Beaucoup de femmes viennent ici pour se faire belles, surtout lorsqu'elles ont des cérémonies ou des activités particulières. Nos rapports sont très bons, parce que je crois que ces femmes ont confiance en moi et dans le travail que nous accomplissons ; c'est pourquoi elles viennent vers nous. Maintenant qu'elles sont fidélisées, notre prochain défi consiste à les garder avec nous et à accroître notre clientèle en gardant le cap dans le travail et en améliorant davantage nos

prestations.

**Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans ce métier ?**

les handicaps sont énormes, surtout au niveau des clientes parce qu'elles ne viennent jamais à l'heure. Elles viennent tout le temps avec des retards de 2 ou 3 heures or, cela joue énormément sur la suite des programmes. Donc, si vous aviez prévu de faire autres choses avec d'autres personnes, vous serez contrariés car votre travail va ralentir. En plus de ce facteur, il y a aussi que le maquillage professionnel n'est pas assez développé et reconnu parce que c'est toujours une minorité de femmes qui viennent ici, qu'on pourrait qualifier de «Femmes émancipées» alors que le maquillage est fait pour toutes les femmes, d'autant plus que nos honoraires sont assez abordables, de telle sorte que chacune

puisse y trouver son compte. Au final, je me tire d'affaire quand même.

**Selon vous, pourquoi le métier du maquillage tarde-t-il encore à se développer en Guinée ?**

Nos populations, connaissent encore très peu ce secteur d'activité et ses débouchés. Certaines personnes le font superficiellement et quand elles (ou ils) commencent à peine à maquiller, sans réelle maîtrise, elles se précipitent aussitôt pour ouvrir des salons... ! Négligeant d'apprendre sérieusement le métier. Il faut que les gens changent de mentalité et essaient d'apprendre sérieusement les vrais gestes, ainsi que la nature des produits. Il nous faut des écoles et je crois aussi que l'Etat doit s'investir dans le domaine en créant déjà des centres de formation et d'apprentissage puisque c'est un domaine qui intéresse de plus en plus de jeunes filles.

**Que conseillez-vous aux filles qui s'intéressent à ce métier ?**

C'est vrai que tout le monde ne peut pas apprendre ce métier comme je l'ai fait en payant beaucoup d'argent et en travaillant avec amour, sérieux et conviction sachant que seul le travail libère l'Homme. Je suggère d'approcher davantage les professionnelles qui sont allées apprendre. Je crois que cette démarche leur permettra d'apprendre mieux et dans de meilleures conditions pour et



peut-être qu'elles se professionnaliser avec le temps.

**Comment faites-vous pour concilier votre vie de famille avec vos activités professionnelles?**

C'est vrai que c'est difficile mais, je n'ai pas de problème. Je suis mariée et mon mari aime le métier que je pratique ! Donc pas de souci. Je sais concilier mon ménage avec mes activités professionnelles.

**Votre mot de la fin.**

je remercie le bon Dieu qui m'a donné la possibilité d'apprendre ce métier et je dis merci à papa et maman, mon mari et tous ceux de près ou de loin qui m'ont accompagnée dans la réalisation de ce rêve.

Je vous remercie.



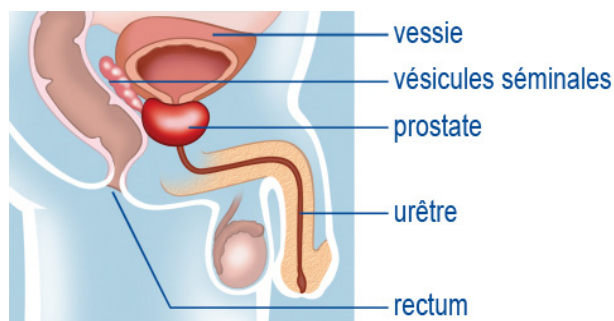


Professeur Ibrahima **Bah**  
Chirurgien Urologue à l'hôpital Ignace Deen



# Espace Santé





La prostate est un organe génital MASCULIN situé à un carrefour stratégique entre la voie urinaire et la voie génitale. Plus exactement, on le localise en avant du rectum, juste sous la vessie et il mesure environ 3 à 4 cm de long et 3 à 5 cm de large. Chez l'homme jeune, la prostate fait environ 20 g. La prostate peut être le siège de trois affections principales: le cancer de la prostate, l'adénome de la prostate, et l'infection de la prostate ou prostatite. Cet organe présent donc uniquement chez l'homme, fait partie du système reproducteur masculin. Nous recevons ce mois-ci dans notre rubrique Santé, le Professeur Ibrahima Bah pour nous en dire plus.







**Pouvez-vous, docteur, vous présenter et présenter brièvement à nos lecteurs votre service ?**

Je m'appelle Pr Ibrahima Bah, chirurgien Urologue à l'hôpital Ignace Deen. Le service d'urologie, a été créé par notre "maitre" dans les années 70 et fonctionne donc depuis 1973-74. Les premiers médecins à l'époque, étaient le Pr Sékou Guirassy, le Pr Karamoko Bano Sow, le Dr Baldé Souleymane et moi-même Pr Ibrahima Bah. Ce furent ensuite les professeurs Abdoulaye Bobo Diallo et Oumar Afiou Bah et de nombreux étudiants en formation, gravitaient également autour de nous.

**Quelles sont les évolutions marquantes dans votre service ces dernières années ?**

Ces dernières années, il y a à noter que nous avons formé des formateurs. Nous-mêmes,

faisons partie de ceux qui avaient été formés à l'étranger et étaient rentrés au pays où nous nous sommes impliqués autour de notre maître, Pr Bobo Diallo, pour l'assister à former d'autres médecins. Ces derniers temps, il y a à noter les formations dans les spécialités Urologiques. Il y'a déjà eu deux promotions sorties et bientôt, il y en aura une troisième.

**Pouvez-vous revenir sur les problèmes évoqués plus haut, pouvant survenir au niveau de la prostate ?**

La prostate qui comprend 4 zones (antérieure, périphérique, centrale et transitionnelle), n'a aucun rôle urinaire ! Elle peut cependant entraîner des symptômes urinaires du fait qu'elle entoure la partie initiale de l'urètre qui est le canal par où s'évacue l'urine de la vessie et qui se termine au bout de la verge !

La prostate peut donc comprimer l'urètre quand elle augmente de volume. C'est dans la zone périphérique, facilement palpable au toucher rectal, que se développent le plus souvent les cancers de la prostate. La zone de transition, qui entoure l'urètre, est l'endroit où se développe habituellement l'hyperplasie bénigne de la prostate (adénome), affection bénigne qui survient progressivement chez l'homme à partir d'un certain âge. Votre question qui appelle une réponse très vaste et très technique, dépend donc de la pathologie envisagée au niveau de l'organe, les principales étant : l'adénome, le cancer, et les pathologies infectieuses car parler de la prostate est vague ; il faut choisir un thème, comme l'adénome par exemple et ultérieurement, on abordera d'autres thèmes. L'adénome de la prostate est une tumeur bénigne qui peut survenir chez l'homme au-delà de la cinquantaine. Les symptômes de cette pathologie se manifestent par le fait d'uriner beaucoup, d'abord le jour, puis la nuit et vers la fin, il s'installe une difficulté à uriner, appelée dysurie. Ces signes, peuvent s'associer à d'autres et ils peuvent amener à se faire consulter... !

**Quels sont les traitements de l'adénome de la prostate ?**

Le traitement de l'adénome de la prostate peut être médicamenteux.



Du point de vue essentiellement médical, on peut donner des médicaments qui peuvent être répartis en plusieurs catégories. Dans une première rubrique, on peut procéder par phytothérapie mais bref, plutôt aux malades de venir consulter dans le service urologie, dès qu'ils constatent qu'ils urinent fréquemment le jour et la nuit, ou qu'ils ont des difficultés d'uriner.

**Qu'est-ce que vous déconseillez aux hommes, pour éviter l'adénome de la prostate ?**

Il est difficile de déconseiller du fait que c'est une évolution normale dans la vie de l'homme. On ne peut donc pas prévenir l'adénome de la prostate.

**Quelle catégorie et quelle tranche de la population masculine peut-elle être la plus touchée par l'adénome de la prostate ?**

L'adénome de la prostate commence à se développer à partir de 40 ans, mais les manifestations cliniques ne commencent que vers la cinquantaine. Voilà pourquoi on dit que c'est une pathologie de l'homme vieillissant de 50-60ans et au-delà.

**Qu'est-ce que vous déconseillez aux personnes qui souffrent de l'adénome de la prostate ?**

Là, c'est le contraire de ce que j'ai dit plus haut qu'il faut appliquer.

**Qu'est-ce que l'Etat et les partenaires font particulièrement pour freiner l'augmentation des malades de l'adénome de la prostate ?**

De ce point de vue, il n'y a aucune tendance ni de l'Etat, ni des partenaires, parce que, de plus en plus dans le monde, les gens sont vieillissants.

Il n'y a pas de facteurs particuliers de risques de l'adénome de la prostate, mais des facteurs à risques existent au niveau du cancer de la prostate.

**Votre service est-il déconcentré dans les hôpitaux à l'intérieur du pays ?**

Oui !! Il y a une unité d'urologie à Labé, à Kankan et on en avait créé à N'Zérékoré, mais malheureusement, nos médecins sont de plus en plus tentés par l'aventure.

**Quel est votre dernier mot à nos lecteurs ?**

C'est de participer à renforcer l'information en particulier dans l'entourage sur l'adénome de la prostate, la Polycystie, pour inciter à aller consulter au service d'urologie dès que des symptômes surviennent comme des émissions de sang dans les urines, la fièvre, des testicules enflés, des douleurs aux mollets etc. Quel que soit l'état, il faut consulter le personnel de santé qui va pouvoir orienter le malade dans le service approprié.





# FOCUS

Thierno Ibrahima Diallo

Fonder & CEO EASY LINK GUINEA

Historiquement, l'électronique numérique a rejoint l'informatique pour traiter une quantité croissante de documents ! Rappelons que l'adjectif « numérique » distingue le son numérique, la photographie numérique, la vidéo numérique et le cinéma numérique, de leurs versions plus anciennes, fonctionnant avec des procédés analogiques ! Par extension, l'ère numérique est l'époque où les informations circulent de façon prédominante sous codage informatique, la culture numérique est celle des utilisateurs de ces systèmes, etc.



**Nous sommes très heureux de vous recevoir dans ce numéro du Bulletin du Gouvernement. Mais tout d'abord, qui est Thierno Ibrahima Diallo?**

Je m'appelle Thierno Ibrahima Diallo, 32 ans ; Fonder & CEO EASY LINK GUINEA, une Agence Digitale spécialisée dans la stratégie de transformation digitale des entreprises guinéennes en particulier, africaines en général (conseil, création de site web, développement d'application mobile, développement de logiciels métier, Communication et marketing digital, Formation...). -Fondateur de l'entreprise YAAKOS, Fondateur de la plate-forme Africaine de restaurant "RESTAURANT" et organisateur de l'évènement numérique "Conakry Digital Day".

**Nous captions une réelle passion pour les Technologies de l'Information et de la Communication «TIC» et à ce titre, quelle lecture faites-vous de l'évolution du numérique en Guinée ?**

Comme je le dis souvent dans mes interventions, la Guinée a connu une nette avancée depuis 2010 en matière de TIC. La démocratisation de l'internet dans le pays à travers les "FAI" et l'appui du gouvernement du Président de la République a permis à la population guinéenne d'embrasser ce secteur très porteur de croissance. Les Guinéens aujourd'hui ne sont plus étrangers aux "TIC", mais il faut signaler que

beaucoup encore reste à faire. Les entreprises guinéennes doivent embrasser ce secteur qui est devenu incontournable dans l'atteinte de leurs objectifs. Pour gagner le pari, l'état guinéen doit encore beaucoup miser sur l'accompagnement des entreprises évoluant dans ce secteur, afin qu'elles puissent transmettre à leur tour les nouvelles connaissances aux autres.

**Conakry Digital Day émerge aujourd'hui comme le rendez-vous digital incontournable en Guinée depuis sa première édition le 19 mai 2017. Peut-on connaître les raisons qui ont conduit à la mise en place de ce projet ?**

Faire de la Guinée un « Hub numérique » est un rêve que je mûris depuis les bancs de l'université ; Cet évènement est le fruit d'une longue réflexion sur "comment notre pays peut-il devenir une destination incontournable du numérique

africain ?". Pour rappel, Conakry Digital Day, est un événement de l'industrie digitale guinéenne. C'est le nouveau RDV des professionnels du marketing digital, e-commerce, acteurs technologiques, Startups, étudiants, chercheurs, particuliers et annonceurs du secteur pour écouter, apprendre, échanger, et profiter de moments privilégiés et exceptionnels...

Ce rendez-vous est une opportunité pour améliorer les relations entre les différents acteurs, initier des projets innovants, porteurs de valeur ajoutée pour l'ensemble des parties prenantes et contribuer au développement des écosystèmes du digital et de l'économie numérique en République De Guinée.

**Vous êtes jeune, dynamique et plein d'initiatives. Quel a été votre plan pour percer dans le monde des TIC où la concurrence est rude en Guinée ?**





Je suis animé par trois valeurs puisées à bonne source chez mon papa : Rêver – innover – contribuer ! Depuis tout petit, j'ai aimé les TIC. J'ai ouvert mon premier compte mail en 1997 et créé mon premier site web dès le début de mes années lycée. Je suis animé d'un esprit de recherche de solutions pour ma population via les TIC. Le secteur du digital regroupe aujourd'hui beaucoup d'acteurs et je me suis toujours dit que c'est en travaillant ensemble que nous pouvons réussir le pari de faire de la Guinée une destination incontournable du numérique africain. Par conséquent, dans ma tête, je n'ai pas de concurrent mais plutôt des compléments.

**Vous rentrez d'Abidjan, où vous avez été certifiés du prix des 35 jeunes innovateurs qui font bouger l'espace francophone en 2017. Concrètement, qu'est-ce qui vous a permis de vous distinguer dans la catégorie**

### **chef d'entreprise, innovation et entrepreneuriat ?**

Effectivement, je viens d'être lauréat des prix jeunesses de la francophonie, avec des jeunes qui font bouger l'espace francophone à travers leurs réalisations dans leurs pays respectifs ! Ce prix représente pour moi la récompense d'un travail intense dans mon domaine d'activité, qui est la promotion du digital en Guinée à travers mon entreprise EASY LINK GUI-NEA.

Mes activités dans le secteur du digital, ma contribution sociale pour la vulgarisation de l'outil digital à travers des conférences, m'ont permis de faire la différence, et d'être vu au delà de nos frontières.

**Vous avez été sélectionné sur 411 candidatures en provenance des pays de l'espace francophone, par l'entremise d'un Jury composé de 50 personnalités francophones. Que représente ce prix pour vous ?**

Beaucoup de fierté et en même temps, une grande responsabilité :

+Une Fierté car, à travers ce prix, c'est mon travail qui est récompensé à l'international ;

+Une responsabilité, car il faut redoubler d'efforts pour amplifier le développement du digital en Guinée.

C'est gratifiant d'être parmi ces 35 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, venus du monde francophone, tous aussi doués les uns que les autres par l'originalité des idées, et la persévérance à la tâche, en inspirant et en faisant bouger sur le continent africain. Ce fut un bonheur d'être à Abidjan, pour partager avec eux, non pas les inquiétudes d'une Afrique qui se morfond, mais les espérances d'une Afrique qui rêve et qui plante ce songe dans le marbre de la réalité de nos pays respectifs. Il s'agit bien au départ, de rêves que chacun d'entre nous a nourris, et qui ont peuplé nos nuits, avant de se concrétiser dans le réel de nos quotidiens.

### **Pour vos objectifs futurs, comment comptez-vous assister les jeunes pleins d'initiatives, pour lutter contre le chômage ?**

**: Pour aider une personne, il faut encore qu'elle sollicite de l'aide. Je suis très ouvert en ce qui concerne la promotion de la jeunesse par des conseils sur les "entrepreneuriats", en prenant exemples sur des jeunes guinéens qui réussissent sans les assistances et aides de l'état, ou de tierces personnes**





qui les prendraient sous les ailes de leurs entreprises.

**Pour terminer, quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui souhaiteraient se lancer comme vous ?**

Ils sont nombreux à avoir des rêves mais très peu à faire le premier pas. Des rêves ! Tout le monde les caresse mais souvent une majorité se croit incapable et ne s'engage donc pas. De quelque côté qu'on se tourne, on constate que rien n'est facile ! Devenir médecin, ou agriculteur, créer une entreprise, etc., il y a forcément des difficultés. Il ne faut pas perdre la motivation et abandonner aux premiers obstacles qui peuvent être de toutes natures (problèmes financiers, de santé, etc.). Tout rêve commence par une vision, dans un environnement familier et sûr car, l'avenir des jeunes Guinéens n'est pas dans les ambassades occidentales pour fuir des réalités mondialisées





# LUCARNE SUR...

## LE FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER)

Le fonds d'entretien routier (F.E.R.), est un véritable fer de lance du Ministère des Travaux Publics ! Il assure le financement de l'entretien du réseau routier urbain et inter urbain et s'emploie à lutter contre toutes les formes de dégradations du réseau routier, notamment par les surcharges des véhicules qui affectent dangereusement l'état de nos routes.

Conscient de cette situation, le Gouvernement Guinéen a entamé une vaste campagne de réhabilitation de l'ensemble du réseau routier guinéen sous financement du Budget National de Développement (BND).

Le Bulletin du Gouvernement reçoit dans ce numéro, Mr Souleymane Traoré, Directeur Général du Fonds d'entretien routier (FER).

**Vous êtes le Directeur Général du Fonds d'entretien routier (FER). Pouvez-vous, s'il vous plaît, nous en faire une présentation générale ?**

Le FER est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), chargé de recueillir et d'administrer des fonds destinés à l'entretien du réseau éligible à la charge de l'Etat et des collectivités décentralisées. Il est administré par un Conseil d'administration de 11 membres, composés d'un organe de direction et de représentants issus de Départements Ministériels, et d'organes professionnels. Il est d'une part sous la tutelle technique du Ministère des Travaux Publics, et d'autre part sous la tutelle financière du Ministère des Finances.

Le FER assure du mieux possible, sa mission de financement de

l'entretien routier car, malgré le fait routinier que les besoins soient largement supérieurs aux ressources disponibles, nous nous efforçons de les rationaliser et de les diversifier. Suite à l'adoption de la Loi portant protection du patrimoine routier, le pesage sera opérationnel en 2018 pour lutter contre la surcharge des véhicules, qui est l'un des principaux facteurs de dégradation de nos routes.

**Aujourd'hui, le constat amer est que le réseau routier guinéen est dans un état déplorable ; à quoi cela est-il dû et quelles solutions préconisez-vous ?**

En dépit d'efforts considérables d'investissements consentis depuis 2010, par le Président Alpha Condé, le réseau routier guinéen présente de grands besoins ; cela est dû à un déficit d'investissements pendant trop longtemps auparavant.





Les routes nationales importantes, tout comme les voiries de la plupart des villes, n'ont jamais reçu la moindre couche de bitume depuis l'indépendance ; le tronçon Dabompa-Coyah est la toute première "auto-route" interurbaine. Les déficits d'investissements, s'ajoutent aux conditions climatiques et aux agressions du réseau par les usagers, notamment le scandale de la surcharge des véhicules. Nous intervenons avec les moyens de l'entretien sur des réseaux qui ont dépassé le seuil de l'entretien ; ce qui nous oblige souvent à financer des programmes de réhabilitation, voire de construction, malgré des ressources très faibles, comparées aux "F.E.R. des pays voisins.

La solution la plus sûre est celle suggérée par le Président de la République : investissements massifs sur le réseau et à ce titre, nous nous félicitons de l'accord négocié avec la Chine pour l'autoroute Conakry-Dabola, la voirie de Conakry, en plus d'autres projets, avec des bailleurs de fonds multilatéraux.

Le Gouvernement est également décidé à augmenter les ressources de la redevance d'entretien routier dès que les conditions le permettront.

Pour protéger le réseau, le pesage sera opérationnel courant 2018. Avec l'appui du PAST de l'Union Européenne (programme d'assistance technique au secteur des

transports), nous essayons de trouver d'autres solutions de financement avec les sociétés minières qui impactent énormément aussi le réseau routier.

**Le Fonds d'Entretien Routier est ce service qui, aux yeux de l'observateur, ne peut manquer de ressources, d'autant plus qu'une marge est censée lui être reversée sur chaque litre de carburant vendu sur le territoire national ! Comment expliquer alors, que ces taxes**

**soient pas reversées au FER pour financer les travaux routiers ?**

L'entretien du réseau routier coûte très cher. La RER, unique ressource du FER est de GNF 250 par litre vendu à la pompe, soit un budget annuel de 180 milliards pour entretenir les routes nationales bitumées ou non, les voiries urbaines, les routes préfectorales et communautaires, les pistes rurales. A titre d'exemple, le FER



de la République du Mali a un budget de 700 milliards et celui de Côte d'Ivoire plus de 1000 milliards. Le Gouvernement en est conscient et pour preuve, il a accepté sur financement du BND, un programme d'urgence cette année.

Dans d'autres pays, en plus de la RER, une partie des recettes sur les vignettes est reversée au FER.

Au demeurant, les projets et contrats financés ainsi que les états financiers sont publiés chaque année. Les « observateurs » font souvent circuler de mauvaises informations soit par ignorance de nos textes et de notre fonctionnement, soit par simple mauvaise foi. J'ai même entendu sur des ondes des hommes politiques et des journalistes affirmer que nos ressources ont servi à financer des campagnes électorales ; Que répondre devant tant d'infamie et de mensonges ?

### **Quelles sont les autres sources de financement du FER ?**

Pour l'instant, la RER demeure la seule ressource du FER. Evidemment, nous travaillons non seulement à augmenter le niveau de la RER mais aussi à diversifier les ressources par le péage et le pesage. Le Décret de création du FER ne nous autorise pas à financer la réhabilitation ou la construction des routes ; seul l'entretien routier est éligible. Mais il faut reconnaître, que face aux défis énormes

du réseau, nous sommes souvent obligés, avec l'accord préalable du Conseil d'Administration, de financer des travaux de réhabilitation, voire de construction. C'est le cas des corniches Sud et Nord de Conakry, qui avaient atteint un niveau de dégradation au-delà du seuil 'entretien.

### **Quelle différence existe-t-il entre la Direction nationale de**

### **l'entretien routier (DNER) et le Fonds d'entretien routier (FER) ?**

la Direction nationale de l'Entretien Routier est le Maître d'Ouvrage délégué, l'organe opérationnel. Sous l'autorité du Ministre des Travaux Publics, elle programme les travaux, lance les appels d'offres, établit les contrats avec les entreprises et contrôle ou fait contrôler les travaux.



Le FER est l'organe de financement. En plus de la DNER, nous finançons d'autres maîtres d'ouvrage : la DNRPC (Direction Nationale des Routes Préfectorales et Communautaires, Ministère des Travaux Publics), la DNGR (Direction Nationale du Génie Rural, Ministère de l'Agriculture) et la DNTT (Direction Nationale des Transports Terrestres, Ministère des Transports).

### **Où en êtes-vous avec la mise en œuvre du projet de pesage pour les gros porteurs ?**

La Loi sur la protection du patrimoine routier a été promulguée. Suite à la manifestation d'intérêt lancée pour le recrutement d'un concessionnaire, une offre a été reçue et nous avons eu l'autorisation de négocier avec cette entreprise ; les négociations sont en





cours. Parallèlement, les programmes de réhabilitation des postes de pesage existants sont lancés et nous espérons rendre opérationnel le pesage en 2018. Il y va aussi du respect de nos engagements communautaires au niveau de la CEDEAO.

Par ailleurs, tous les programmes des différents Maîtres d'ouvrages sont en cours. Les procédures d'appels d'offres ont retardé le démarrage de certains travaux mais les contractualisations sont en cours.

La session extraordinaire du Conseil d'Administration d'Août a autorisé des travaux d'urgence que les Maîtres d'ouvrages préparent en ce moment.

**Quel est pour terminer, votre message à l'endroit des usagers de la route ?**

La route est un patrimoine commun ; sa protection est l'affaire de tous et non seulement des services de l'Etat. Les routes sont construites et

entretenu avec des moyens financiers importants. . Il est regrettable de constater des ordures jetées sur la chaussée et dans les voies d'assainissement, des agrégats de construction sur la chaussée, la route transformée en parking ou en marchés,... Bref, je joins ma modeste voix à celle plus audible du Cardinal Robert SARAH pour demander aux usagers et à nos concitoyens un minimum de civisme.







**GAC construit un futur fait d'espoir,  
d'opportunité et de fierté pour la Guinée**



Guinea Alumina Corporation S.A. (« GAC ») un acteur majeur du secteur des mines en république de Guinée est une société minière, filiale d'Emirates Global Aluminium ("EGA"), l'une des plus importantes compagnies d'aluminium au monde et qui se consacre au développement de son projet d'exportation de bauxite dans la région de Boké au nord-ouest de la Guinée.

[www.ega.ae](http://www.ega.ae)

 [guineaaluminacorporationsa](https://www.facebook.com/guineaaluminacorporationsa)

**GAC**   
UNE FILIALE D' EGA





# PAROLE A UN POINT FOCAL

Amadou Tidiane **Bah**  
Chargé de Communication du Ministère de la Jeunesse





Les points focaux sont les collaborateurs directs de la CCG (Cellule de Communication du Gouvernement), au niveau des ministères. Ils sont chargés de collecter les informations, de veiller à leur bonne diffusion, d'appuyer la CCG dans l'évaluation des impacts de sa communication, etc. Dans ce numéro, nous recevons Monsieur Amadou Tidiane Bah, PF du département de la Jeunesse et de l'emploi jeunes.



**Vous avez été Chargé récemment de la Communication. Comment se passent les choses?**

Bonjour à vous, et à tous ceux qui suivent et lisent les différents canaux de communication de notre Gouvernement. Je vous répondrai que les choses se passent très bien !

La preuve étant que nous avons été primés, lors du dernier classement effectué par la cellule de communication du gouvernement sur le rendement des points focaux des différents départements ministériels.

J'ai intégré cette équipe de communication très récemment, suite à un besoin de redynamisation offensive que le Ministre Moustapha Naité a voulu insuffler à cette cellule pour une meilleure visibilité des actions du ministère de la jeunesse où j'ai trouvé une équipe dynamique et professionnelle. Avec ce nouvel élan, nous voulons fédérer toutes les communications des 11 directions du ministère pour les centraliser au niveau de nos différents canaux : site internet, Facebook, twitter. Donc en résumé, nous essayons de faire de notre mieux.

**Quel est l'impact de la Communication sur les activités du Ministère?**

Cet impact est sensible dans les débats sur les activités du département. Aujourd'hui, il faut reconnaître qu'aucune institution en général ne fonctionne sans stratégie de communication adaptée aux besoins des cibles. Au ministère de



la jeunesse nous l'avons compris très tôt et nous avons mis des outils accessibles, à la portée des jeunes. La preuve est que toutes nos publications sont d'une portée incroyable confirmée par des retours nombreux que nous enregistrons. Il suffit de se rendre sur nos plates formes, ou celles mêmes du ministre, pour sentir l'engouement. Notre objectif en tant que cellule de Communication est non seulement de donner la vraie information, mais aussi et surtout, de répondre aux préoccupations des jeunes sur les programmes et projets du gouvernement les concernant. Alors oui ! Il y'a un impact sur les jeunes que nous comptons amplifier dans les périodes à venir.

**Votre département se hisse en tête, à l'issue du classement fait par la CCG, des Chargés de Communication, sur la base de l'animation des pages Facebook respectives. Sur quoi repose ce résultat?**

C'est d'abord un honneur de s'avoir qu'en un laps de temps nous prenons déjà le devant dans ce classement. Il n'y a pas de secret pour avoir un résultat, c'est surtout par le travail et la rigueur qu'on s'impose dans un tel classement. Dans notre département, nous avons un ministre qui fait du professionnalisme et de l'interactivité une priorité. Je me rappelle

rappelle d'une de ses phrases qu'il ne cesse de me glisser quand on échange sur nos activités. Il dit : « Tidiane, nous sommes dans un ministère où l'information doit être de qualité et réelle. Il faut dire aux jeunes à temps, et de façon compréhensive, tout ce que l'Etat fait pour eux. Il y'aura toujours des manquements mais il faut aller vers eux, les écouter et remonter la moindre idée qu'ils soumettront. Nous sommes là pour ça » ! Avec ces mots nous nous sentons obligés d'être là où les jeunes sont. Vous conviendrez avec moi que peu de jeunes Guinéens ne disposent pas d'un compte Facebook.

Ils dorment et se réveillent avec. Pourquoi alors ne pas être dans ce réseau social et maximiser les informations ? C'est cela notre secret. Nos liens, contrairement à d'autres, sont ouverts 24h/24 et avec avec un service à la minute, parce que rien ne sert d'ouvrir une page Facebook pour un département ministériel et le laisser mourir par manque d'informations.

**Quels sont les différents canaux de communications que vous utilisez pour communiquer et informer? Et pensez-vous nécessaire d'en utiliser d'autres pour toucher plus de personnes?**





Nous avons un site internet [www.jeunesse.gov.gn](http://www.jeunesse.gov.gn), une page Facebook et un compte twitter, à retrouver avec @MJEJ et nous sommes en train de retravailler la qualité de notre web TV.

Il y'a bien sûr nécessité d'être présent sur d'autres canaux, notamment Instagram et LinkedIn, mais de ce côté nous étudions la possibilité parce que si il y'a un chiffre non important de jeunes guinéens, rien ne sert d'y être.

**Justement, vous (MJEJ) êtes de plus en plus présents sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, ...) pourquoi cet intérêt de communiquer sur ces canaux? Quel compte y trouvez-vous?**

Sans vouloir se jouer des chiffres, la majorité de la population est jeune ; cette même population jeune est plus présente sur ces réseaux que n'importe où. En plus tous nos partenaires directs et indirects sont aussi présents sur ces réseaux, alors nous nous sommes dit que ce sont les lieux appropriés de partage des informations et de communication. Pour le moment, ça marche bien et nous espérons avec le développement des technologies de l'information d'être toujours en phase.

**Le Ministère de la Jeunesse est engagé dans une dynamique pour mettre en place le Conseil National**



**de la Jeunesse ! Une première pour notre pays. Quel a été l'apport de la communication pour mettre tout le monde au même niveau d'information et concilier les différents points de vue?**

Un travail très délicat qui nous a pris beaucoup de temps et de réflexion. Les enjeux de ce conseil pour un service de communication est d'autant plus important qu'une seule faille risque de tout mettre à l'eau. Mais pour nous, l'objectif était de partir des différentes recommandations de la charte africaine de la jeunesse, des consultations nationales des jeunes de Guinée, de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports, de la francophonie et surtout celle du gouvernement lors de la nomination de Monsieur YOU-LA comme premier ministre, demandant dans une lettre de mission à Monsieur Naïté, de faciliter la mise en place

de ce conseil. Non seulement il fallait rappeler toutes ces recommandations mais il a fallu aussi pour nous de mettre en exergue la nécessité pour un pays de disposer d'une telle structure. La Guinée comprend 305 CRD et nous avons déployé nos moyens avec des gadgets de communications, en utilisant la presse et en mettant nos canaux de communication en avant pour informer au jour le jour des différentes étapes de ce processus. Il a fallu tout au départ, une conférence du ministre pour lancer le processus et pendant toutes les phases, nos équipes de terrain nous remontaient les informations que nous traitons et diffusions au fur et à mesure. Nous sommes passés par les différentes associations légalement constituées, les Directeurs préfectoraux de jeunesse, les inspecteurs régionaux de jeunesse et les délégués sous préfectoraux de jeunesse pour des séances de travail et qui les restituent



aux autres. Aujourd'hui toutes les sous-préfectures sont au même niveau d'information avec ce système de proximité et grâce à Dieu nous avons validé les textes juridiques qui nous conduiront dans les prochains jours aux élections qui partiront des sous-préfectures.

**Le Ministre Moustapha Naité était tout récemment à la 72ème session des Nations-Unies,**

**au cours de laquelle il a notamment fait un plaidoyer en faveur de la Jeunesse. Comment avez-vous perçu cette intervention du Ministre Naité et comment l'avez-vous exploitée?**

Avec la présidence de l'union africaine qu'occupe actuellement le Pr Alpha Condé, le thème de sa mandature est « Comment tirer pleinement profit du dividende

dorment pas.  
**Votre mot de la fin.**

Mes vifs remerciements, et encouragements vis-à-vis de votre équipe pour les efforts que vous ne cessez de déployer pour couvrir les activités du Gouvernement.

Aux jeunes, je conseille d'accepter de se former, de venir vers l'information et d'être positifs. Les questions de jeunesse sont une priorité pour le gouvernement et le travail se fait pour atteindre ces objectifs, c'est-à-dire une jeunesse épanouie pour un avenir radieux.

Les portes du département de la jeunesse sont ouvertes et tous les services sont à leurs dispositions pour tout besoin. L'information n'est donc pas fermée car, nous sommes obligés de partager et de diffuser l'information.

Pour finir, Je voudrais profiter de l'occasion pour interpeller davantage, mes frères et sœurs, les jeunes guinéens de l'intérieur comme de la diaspora à aller vers l'information non seulement sur les canaux du ministère mais aussi des structures sous tutelle comme le FONIJ et l'AGETIPE qui ont aussi leurs canaux de communication.

C'est une façon pour les jeunes de savoir ce qui se fait pour eux et de connaître les opportunités que le ministère et ses structures leur offrent. Aller aux nouvelles, apprendre des sources officielles et s'informer leurs permettront de mieux critiquer et de critiquer positivement sans faire des débats de personnes.



démographique en investissant dans la jeunesse». En plus des discours officiels, le ministre de la jeunesse avait la lourde responsabilité de présenter les acquis du gouvernement de ce côté et de faire un plaidoyer pour le programme national d'insertion économique et sociale. Lors de telles sessions, la plupart des partenaires font le déplacement et la Guinée ne pouvait qu'exploiter cette occasion pour demander plus d'accompagnement, afin de répondre aux préoccupations

de nos jeunes. Nous avons beaucoup de programmes et de projets qui sont en faveur des jeunes, il fallait les présenter, expliquer leur fondement aux partenaires. Et c'est ce que Monsieur le ministre a fait. Vous voyez donc qu'il y'a tellement d'informations à donner que la moindre excuse nous mettra en mal face à nos obligations. Tout le parcours a été couvert et nous nous sommes arrangé à ne manquer aucun événement pour dire aux jeunes de Guinée que les gouvernants ne



REPUBLIQUE DE GUINEE  
*Travail - Justice - Solidarité*

Retrouvez toute l'actualité  
gouvernementale en temps réel  
via votre mobile.

**\*111\*2\*7#**

sur le réseau **ORANGE**

- ① Gouvernement Guinéen Officiel
- ② @GouGN
- ③ Gouvernement Guinéen TV  
[www.gouvgn.tv](http://www.gouvgn.tv)
- [www.gouvernement.gov.gn](http://www.gouvernement.gov.gn)



*Bientôt près de chez vous*

# TOP ANNONCES

Votre journal gratuit d'annonces



**AUTO-MOTO, IMMOBILIER, EMPLOI, SERVICE, PROMO**  
*Retrouvez tous vos bons plans*

**Achetez et vendez en toute simplicité  
dans TOP ANNONCES**

**Vous désirez paraître dans Top Annonces ?**

[topannoncesguinee.com](http://topannoncesguinee.com)

✉ [info@topannoncesguinee.com](mailto:info@topannoncesguinee.com)

☎ 655 33 60 92 • 622 28 28 58

Disponible en version papier , sur [topannoncesguinee.com](http://topannoncesguinee.com), sur facebook et sur twitter

Votre bulletin  
d'informations  
conçu  
et édité par



# LA CELLULE DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT



Gouvernement Guinéen Officiel



@GouGN



Gouvernement Guinéen TV

Tel: (+224) 626 66 14 85

-- Email : [info@ccg.gov.gn](mailto:info@ccg.gov.gn)

[www.gouvgn.tv](http://www.gouvgn.tv)

[www.gouvernement.gov.gn](http://www.gouvernement.gov.gn)